

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SAM/5

12 juin 2003

(03-3058)

**Groupe de travail de
l'accession du Samoa**

ACCESSION DU SAMOA

Questions et réponses additionnelles

Le Ministère des affaires étrangères du Samoa a communiqué des réponses additionnelles aux questions soulevées par les membres du Groupe de travail en demandant qu'elles leur soient distribuées. Lesdites questions et réponses sont reproduites ci-après.

TABLE DES MATIÈRES

II.	ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR.....	1
2.	Politiques économiques	1
a)	Grandes orientations des politiques économiques en cours.....	1
b)	Politiques monétaire et fiscale	2
c)	Ressources en devises.....	2
d)	Politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur	3
3.	Commerce extérieur des marchandises et des services.....	7
III.	CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES	7
a)	Attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire	7
IV.	POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DE MARCHANDISES	10
1.	Réglementation des importations.....	10
a)	Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation.....	10
b)	Caractéristiques du tarif national	13
c)	Contingents tarifaires, exemptions de droits.....	13
d)	Autres droits et impositions	14
f)	Procédures de licences d'importation.....	15
h)	Évaluation en douane	17
k)	Application des taxes intérieures aux importations	18
l)	Règles d'origine.....	19
m)	Régime antidumping	20
n)	Régime des droits compensateurs	20
o)	Régime des sauvegardes	20
2.	Réglementation des exportations	22
c)	Restrictions quantitatives à l'exportation	22
f)	Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations.....	23
h)	Système de ristourne des droits à l'importation	23
3.	Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises	24
a)	Politique industrielle, y compris politiques en matière de subventions	24
b)	Règlements techniques et normes	24
c)	Mesures sanitaires et sanitaires	25
d)	Mesures d'investissement liées au commerce	29

e)	Pratiques en matière de commerce d'État	30
f)	Zones franches	30
g)	Zones économiques franches	31
4.	Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles	32
b)	Exportations	32
d)	Crédits à l'exportation, programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation	33
e)	Politiques internes	33
V.	RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	34
1.	Généralités	34
a)	Politique en matière de propriété intellectuelle.....	36
c)	Participation à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle et à des accords régionaux ou bilatéraux	36
2.	Normes fondamentales de protection.....	36
a)	Droit d'auteur et droits connexes	36
4.	Moyens de faire respecter les droits.....	38
VI.	RÉGIME COMMERCIAL DES SERVICES	41
1.	Généralités	41
3.	Accès au marché et traitement national	42
4.	Description du marché et des mécanismes permettant de réglementer les secteurs de services les plus importants	43
	ANNEXE	45

II. ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR

2. Politiques économiques

a) Grandes orientations des politiques économiques en cours

- **Politique de prix**

Question n° 1

Il est dit dans le document WT/ACC/SAM/2 que la Loi de 1998 sur la loyauté dans les relations commerciales permet de contrôler la marge bénéficiaire des grossistes et des détaillants pour un nombre limité d'articles de consommation essentiels afin d'empêcher les distributeurs de tirer avantage de situations locales de monopoles qui existent dans l'économie samoane.

- **La liste de produits fournie dans le document WT/ACC/SAM/4/Add.1 est-elle complète? Veuillez communiquer directement au Groupe de travail une liste de ces produits, par code du SH.**
- **Nous souhaitons que le Samoa prenne un engagement formel, similaire à celui qui figure dans d'autres protocoles d'accession, indiquant que ses mesures de contrôle des prix respecteront les dispositions de l'article III:9.**

Réponse

Vous trouverez ci-joint le code SH des produits dont les prix sont actuellement contrôlés.

Le Samoa est prêt à s'engager par voie de protocole "à appliquer ses mesures de contrôle des prix d'une manière conforme aux règles de l'OMC, en tenant compte des intérêts des Membres de l'OMC exportateurs comme le prévoit l'article III:9 du GATT de 1994. Le Samoa publiera également la liste des biens et services assujettis à un contrôle des prix dans son Journal officiel (le Savali)".

Question n° 2

Entreprises publiques. Les questions n° 4, 5, 6 et 10 du document WT/ACC/SAM/4 (et la page 5 de l'Aide-mémoire, document WT/ACC/SAM/2) font état de l'avancement de la privatisation des entreprises publiques du Samoa, dont la liste d'origine était relativement longue. Nous souhaiterions obtenir des précisions sur ce point, ainsi que sur le délai dans lequel le Samoa a l'intention d'examiner la situation des entreprises publiques restantes, notamment la Samoa Life Assurance Corp et les Samoa Shipping Services, entre autres. Nous aimerions également que le Samoa nous précise si la nouvelle législation sur les entreprises publiques évoquée dans les réponses aux questions n° 4, 6 et 10 a été adoptée. S'agit-il du projet de loi sur la gestion des finances publiques ou d'un autre texte?

Réponse

La législation sur les entreprises publiques évoquée plus tôt est la Loi sur les organismes publics (sur l'efficacité et la responsabilité des organismes publics) promulguée en décembre 2001. Elle a pour objet de renforcer l'efficacité et la responsabilité des entreprises et elle est différente de la Loi sur la gestion des finances publiques, qui a remplacé la Loi de 1964 sur les fonds publics.

Le gouvernement s'est engagé à privatiser en priorité les entreprises semi-publiques et à élaborer des stratégies pour les entreprises détenues en totalité par l'État. Concernant ces dernières, le but premier est de les rendre plus efficaces et efficientes. La Samoa Life Assurance Corporation, par exemple, est directement concurrente de la nouvelle Colonial Insurance Company ainsi que d'autres compagnies d'assurance du pays.

b) Politiques monétaire et fiscale

Question n° 3

En réponse à la question n° 18 du document WT/ACC/SAM/4, le Samoa précise l'origine des recettes de l'État pour l'exercice 1998/99. Il semblerait que l'on arrive à un total supérieur à 100 pour cent. Le Samoa pourrait-il indiquer quelle est approximativement la part des recettes de l'État qui provient des droits et taxes appliqués aux produits importés?

Réponse

Les derniers chiffres concernent l'exercice 2000/01, selon lesquels les impôts et taxes ont représenté 72,5 pour cent des recettes totales, contre 24,8 pour cent pour les aides et dons. Ces chiffres s'inscrivent dans les Statistiques sur les finances de l'État, selon lesquelles les transferts entre administrations publiques sont calculés sur une base nette.

Les recettes par catégorie sont résumées dans le tableau ci-dessous pour l'exercice 2000/01:

Recettes par catégorie	Montant en milliers de tala	% des recettes totales
Droits d'importation	30 787	15,6
Droits d'accise sur les importations	23 081	11,7
Droits d'accise sur les produits d'origine nationale	28 382	14,4
TVA sur les biens et services	50 230	25,4
Impôt sur le revenu	38 861	19,7
Autres taxes	3 215	1,6
Revenus de propriétés et de placements	6 872	3,5
Recouvrement de coûts	15 927	8,1
Total	197 355	100

c) Ressources en devises

Question n° 4

Le document WT/ACC/SAM/4 dit que, "[a]vec effet à compter du 3 juillet 2000, la Banque centrale a assoupli les prescriptions imposées dans le cadre de la politique de contrôle des changes conformément au processus de libéralisation du système financier en cours" et qu'"[i]l n'y a aucune restriction à l'entrée de devises". Le Samoa exige-t-il que les devises produites à l'importation et à l'exportation soient converties dans la monnaie locale?

Réponse

Oui, en vertu du Règlement sur le contrôle des changes, le produit net des ventes à l'exportation doit totalement être rapatrié au Samoa et converti dans la monnaie locale ou versé sur un compte de dépôt en devise approuvée.

d) Politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur

Question n° 5

Loi de 2000 sur l'investissement étranger. Voir les questions n° 23 et 24. Aux termes de cette loi, certains secteurs de services sont réservés aux investisseurs locaux (ceux inscrits sur la Liste réservée) et d'autres peuvent être assujettis à des conditions particulières (ceux inscrits sur la Liste restreinte). Le Samoa pourrait-il préciser quels secteurs sont actuellement inscrits sur la Liste restreinte? (Nous avons des informations sur la Liste réservée mais pas sur la Liste restreinte.) Le Samoa pourrait-il également préciser selon quelles modalités ces listes peuvent être complétées ou modifiées? Des secteurs peuvent-ils y être ajoutés à tout moment ou bien les listes sont-elles closes une fois qu'elles ont été établies? Selon quels critères des secteurs sont-ils ajoutés aux listes et quelle est la procédure suivie pour rectifier ou modifier les listes? Quelle est la disposition qui régit au Samoa la révision et la réduction des listes?

Réponse

La Loi sur l'investissement étranger a été adoptée récemment et il reste à dresser la Liste restreinte. En vertu de la politique de la pêche au Samoa, le capital des pêcheries doit être détenu par des Samoans à hauteur d'au moins 60 pour cent.

L'examen des politiques effectué au moment de la demande d'adhésion du Samoa à l'OMC a révélé des restrictions contenues dans la législation régissant certains secteurs de services, comme les services juridiques et de comptabilité, qui ne sont pas appliquées. Actuellement, un certificat temporaire peut être octroyé à un étranger qui souhaite fournir des services de comptabilité pour une période d'un à cinq ans, et un étranger peut être temporairement admis à exercer le droit pendant une période de trois à six ans. Un programme de mesures législatives est actuellement mis en œuvre par le bureau du Procureur général pour éliminer l'incohérence ainsi observée entre la législation et la pratique.

Voici quelle est la procédure suivie par le Ministère du commerce et de l'industrie (MCI) pour compléter ou modifier la Liste réservée ou la Liste restreinte.

- i) Si une ou plusieurs parties (du secteur public ou privé) jugent qu'il conviendrait de prendre en considération un secteur de l'économie ou une activité au titre de l'une des deux listes, elles doivent le faire officiellement savoir au Ministère par écrit. Leur communication doit contenir des informations et des données complètes sur les motifs de leur jugement.
- ii) Dès réception de la communication écrite de la partie susmentionnée, le MCI en fait faire une analyse par son Service de la politique et de la recherche ou son Service du développement industriel, et il demande que l'on effectue une recherche plus approfondie et une enquête sur le point soulevé dans la communication.
- iii) À l'issue de sa recherche, le MCI prépare un rapport de ses conclusions (avec des recommandations) pour le Comité consultatif de l'investissement étranger (CCIE) mandaté en vertu de l'article 5 3) du Règlement de l'investissement étranger.

- iv) Après avoir délibéré sur le rapport du MCI, le CCIE prend une décision dont le Cabinet est informé par le Ministre du commerce et de l'industrie.
- v) Puis le Cabinet se réunit pour discuter du rapport du CCIE et rendre une décision définitive concernant la communication.
- vi) Si le Cabinet convient que des secteurs de l'économie ou des activités peuvent être ajoutés, supprimés ou modifiés sur la Liste réservée ou la Liste restreinte, le MCI consulte le Procureur général pour l'application des modifications ou rectificatifs à apporter selon les directives du Cabinet.

Il n'existe pas de critères établis pour déterminer les changements dont les listes ont besoin, mais la procédure ci-dessus a été officiellement adoptée à cette fin.

Question n° 6

Dans le document WT/ACC/SAM/2, le Samoa déclare que la Déclaration nationale sur la politique en matière d'investissement démontre l'intention du Samoa de promouvoir l'investissement privé dans le pays et à l'étranger "en libéralisant l'économie et en encourageant la concurrence, plutôt qu'en accordant des aides spéciales aux investisseurs". À cet égard, la Loi de 1992/93 sur l'aide aux entreprises et la promotion des exportations a été révisée, ce qui élimine un certain nombre d'incitations à l'investissement, et qui maintient l'antériorité des "jugements d'homologation" rendus entre le 29 mai 1998 et le 25 juin 1999 ainsi que des jugements d'homologation des entreprises d'exportation rendus antérieurement, grâce à quoi les incitations continuent de courir jusqu'à l'expiration desdits jugements. Le document WT/ACC/SAM/4 fait référence à plusieurs de ces jugements encore en vigueur et à leur durée (expiration en 2004). Veuillez indiquer si les incitations éliminées ont été remplacées. Des conditions seront-elles alors appliquées aux investissements en fonction des résultats à l'exportation ou de la teneur en produits nationaux?

Réponse

Le gouvernement a maintenu sa politique de libéralisation et d'encouragement de la concurrence, et aucune incitation spéciale à l'investissement n'a remplacé les incitations supprimées.

Dans le document WT/ACC/SAM/4, le Samoa a répondu à la question n° 125 qu'il n'a pris aucune mesure incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, y compris les mesures de remplacement des importations ou d'équilibrage des échanges. Il confirme que les investissements ne sont assujettis à aucune condition concernant les résultats à l'exportation ou la teneur en produits nationaux.

Question n° 7

Le document WT/ACC/SAM/4 contient une liste des secteurs réservés aux investisseurs nationaux: autobus de transport en commun, taxis, location de véhicules, commerce de détail et production de bois de sciage. Veuillez préciser quelles activités d'investissement étranger seront restreintes en vertu de la nouvelle Loi sur l'investissement étranger.

Réponse

Voir la réponse à la question précédente.

- **Politique de privatisation**

Question n° 8

L'objectif affiché par le Samoa d'une privatisation des entreprises d'État à long terme est encourageant. Dans quelle mesure la politique de privatisation a-t-elle répondu jusqu'à présent aux buts et objectifs que s'est donnés le Samoa?

Réponse

Le Samoa n'a pas encore recueilli tous les fruits de la privatisation. Cependant, l'État s'est déjà largement dégagé des services qui peuvent être fournis par le secteur privé, en vendant des parts dans la plupart des entreprises ayant des activités à caractère commercial, ce qui permet au gouvernement de se concentrer sur ses fonctions essentielles.

Question n° 9

Dans le document WT/ACC/SAM/2, le Samoa donne une liste d'entreprises totalement ou partiellement détenues par l'État, en signalant que plusieurs entreprises de production appartiennent entièrement à l'État.

- **Lesquelles de ces entreprises sont destinées à demeurer entièrement ou partiellement la propriété de l'État?**
- **Certaines de ces entreprises bénéficient-elles légalement d'un monopole de produits ou de services? Des entreprises nationales ou étrangères pourraient-elles leur faire concurrence dans ces secteurs?**
- **Existe-t-il des produits pour le commerce desquels ces entreprises jouissent de droits protégés sur le marché intérieur?**

Réponse

Ainsi qu'on l'a mentionné plus haut, le but premier est de s'assurer que les entreprises entièrement détenues par l'État fonctionnent d'une manière plus efficace et efficiente, ce qui explique l'élaboration d'une législation-cadre. Comme on l'a également déjà dit, il reste du travail à accomplir, y compris une enquête sur chaque entreprise, pour décider en toute connaissance de cause s'il convient de la privatiser ou de la maintenir dans le secteur public. Très peu de ces entreprises s'adonnent à la production ou au négoce de marchandises.

La Samoa Communications Limited jouit d'une licence exclusive pour la fourniture de services de télécommunication. Toutefois, le gouvernement s'est engagé à faire jouer la concurrence, qui existe déjà dans différents secteurs du marché des télécommunications. Le gouvernement s'emploie à définir le cadre qui régira les règles de la concurrence entre les opérateurs.

Non, nous n'avons pas connaissance d'entreprises qui détiendraient des droits protégés sur le marché intérieur. Voir également les renseignements fournis par le Samoa sur les entreprises commerciales d'État telles qu'elles sont définies dans le GATT de 1994.

Question n° 10

Le Samoa indique que, pour améliorer le rendement des entreprises d'État, il pourra les assujettir à la Loi sur les sociétés. Quelles sont les procédures ou méthodes prévues à cette fin aux termes de ladite loi?

Réponse

La Loi de 2001 sur les sociétés définit le cadre général des responsabilités et du fonctionnement de toutes les entreprises commerciales publiques, qui est précisé et renforcé par des textes particuliers comme la Loi de 2001 sur les organismes publics et la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces mesures et principes de responsabilisation sont étayés par la jurisprudence depuis des années, et contribueront à améliorer le rendement des organismes publics. Il est à noter que les organismes publics désignent les entreprises d'État en vertu de la législation-cadre ou de la Loi sur les organismes publics. Certains ministres (le Ministre des finances et le ministre responsable) détiennent des actions dans les organismes publics au nom du gouvernement. Ils sont chargés de veiller à ce que les Samoans tirent le plus grand profit possible de leur participation au capital des entreprises par une progression de la valeur des actions. Les conseils d'administration des organismes publics répondent devant les ministres actionnaires de leurs résultats et, quant à lui, le ministre responsable répond devant le Parlement du rendement des organismes publics.

La Loi de 2001 sur les organismes publics s'applique à tous les organismes publics, y compris aux établissements publics désignés dans la loi comme des entreprises commerciales publiques. Cette loi a pour but d'améliorer le rendement des organismes publics et de les responsabiliser davantage. En vertu de l'article 5 de la loi, toute entreprise commerciale publique doit s'enregistrer en tant qu'entreprise en vertu de la Loi de 2001 sur les sociétés dans des délais et des formes définis par le Ministre des finances. Grâce à cette disposition, les entreprises commerciales publiques seront couvertes par la Loi de 2001 sur les sociétés. La loi dit également à l'article 8 que l'objectif premier de chaque entreprise commerciale publique doit être de réussir dans son activité, c'est-à-dire de se montrer aussi rentable et efficiente que des entreprises comparables non détenues par l'État. La Loi vise également à responsabiliser davantage les entreprises commerciales publiques par divers moyens: préparation d'un plan d'entreprise (article 22), d'états financiers, de comptes et de renseignements comme l'exige la Loi sur les sociétés (article 23), vérification des résultats à la demande du ministre (article 24), congédiement du directeur d'un organisme public à la suite d'une vérification des résultats s'il s'avère qu'il s'est mal acquitté d'une tâche ou d'une fonction prescrite par la Loi sur les organismes publics, la Loi de 2001 sur les sociétés ou tout autre texte applicable (article 25).

La Loi de 2001 sur la gestion des finances publiques engage toutes les administrations publiques, y compris les entreprises publiques. La loi a pour objet d'encourager l'État à gérer l'économie et les finances d'une manière plus efficace et responsable, d'établir des dispositions en matière de responsabilités et d'en faire respecter l'application. Les mesures qui suivent, parmi d'autres prévues par la loi, visent à responsabiliser davantage les organismes publics: les organismes publics sont tenus de présenter un plan d'exécution et de gestion (article 92), de signaler immédiatement au gouvernement toute information ou tout événement qui influera directement sur leur situation financière (article 93), de tenir dans les règles des comptes ainsi qu'un registre de leurs opérations et de leur situation financière (article 103), de fournir des rapports d'activité et de gestion et des états financiers (article 104) et d'autoriser le Secrétaire aux finances à effectuer une inspection et une enquête lorsqu'il les soupçonne de n'avoir pas respecté le plan d'exécution et de gestion (article 105).

3. Commerce extérieur des marchandises et des services

Question n° 11

Le document WT/ACC/SAM/4 dit ceci: "Une liste des marchandises importées par l'État figure dans le document WT/ACC/SAM/4/Add.1." Veuillez fournir directement au Groupe de travail une liste de ces marchandises, avec le code du SH.

Réponse

Vous trouverez ci-joint une liste des marchandises importées par l'État entre 2000 et 2002, avec le code du SH.

III. CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES

a) Attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire

Question n° 12

Nous observons que des réformes sont en cours dans le secteur public du Samoa, y compris en ce qui concerne l'aide étrangère. Cependant, il est nécessaire que le pays s'engage à poursuivre les réformes pour améliorer la transparence, la fiabilité et la prévisibilité des procédures et processus administratifs et décisionnels. Nous souhaiterions que le Samoa nous apporte des précisions sur les efforts menés pour réformer son secteur public.

Réponse

La Gestion des ressources humaines (GRH) est en voie d'être transférée de la Commission de la fonction publique (CFP) aux ministères. Le gouvernement vient d'apporter la dernière main à une refonte, qui ramènera de 28 à 13 le nombre de ministères. De nouvelles procédures de recrutement et de sélection ont été adoptées et confiées à tous les ministères, la CFP assurant un rôle de surveillance et d'évaluation pendant la période de transition.

Les fonctions de GRH désormais confiées aux ministères sont les suivantes: recrutement et sélection, règlement des différends et conditions de travail. La plupart des autres fonctions - rémunération, structures, initiation au travail et renforcement des capacités - seront également déléguées pendant cette phase finale du Projet de consolidation des institutions de la CFP (PCI-CFP).

Certains ministères ont produit des plans d'activité et de gestion, et la majorité est déjà en train d'appliquer ou d'élaborer une charte du service à la clientèle. Dans un premier temps, la CFP et le Trésor épluchent les budgets des ministères pour s'assurer qu'ils sont en ligne avec les plans d'activité. La vérification des budgets comporte en outre un examen des rapports sur les mesures d'exécution afin de s'assurer qu'elles sont conformes aux plans d'activité et qu'elles en sont un reflet fidèle.

Le gouvernement a manifesté son engagement en révisant la Loi sur la fonction publique (1977) et en veillant à ce que les changements entraînés par les réformes soient étayés par la législation. Le Cabinet a approuvé le 11 décembre 2001 le projet de loi modificatif de la Loi de 1977 sur la fonction publique. Ce projet de loi portait sur les mesures disciplinaires, la période d'essai, les recours et les différends. D'autres aspects importants comme les valeurs, les principes et le Code de conduite ont également été inclus à ce projet de loi avec l'accord du Comité directeur du PCI-CFP.

Par ailleurs, le Premier Ministre a pris la responsabilité de la CFP, qui a pour fonction de conseiller le gouvernement concernant la transparence, la fiabilité et la prévisibilité des procédures et processus administratifs et décisionnels.

Question n° 13

La réponse à la question n° 47 du document WT/ACC/SAM/4 fait état de la procédure législative prévue pour mettre en œuvre des dispositions internationales comme celles de l'OMC.

- **Cette réponse sous-entend-elle la promulgation des nouveaux textes de loi effectifs, ou uniquement des textes en rapport avec l'adhésion à l'OMC?**
- **Quelles mesures précises le Samoa a-t-il commencé à prendre pour préparer les changements de loi qui seront nécessaires à la mise en œuvre des Accords de l'OMC dans le pays? Le Samoa pourrait-il fournir un état de la situation?**
- **Quelle est la durée normale de la procédure décrite à partir de sa date de lancement?**
- **Le Samoa s'est-il donné un plan d'action pour les changements à apporter à sa législation afin de remédier aux déficiences qui y ont été relevées au regard des dispositions de l'OMC? Dans la négative, nous lui suggérons de le faire. Nous sommes prêts à travailler avec le Samoa sur ce point, si besoin était.**
- **Le Samoa serait-il disposé à communiquer au Groupe de travail, à un moment ou à un autre, le texte des projets de loi?**

Réponse

La législation à laquelle fait allusion la réponse à la question n° 47 du document WT/ACC/SAM/4 englobe l'ensemble des projets de loi et non uniquement ceux en rapport avec l'adhésion à l'OMC. La procédure suivie est calquée sur le dispositif général de Westminster:

- Une fois que des fonctionnaires y ont apporté une dernière touche, le texte d'orientation du projet de loi ou de l'amendement est soumis à l'examen du ministre compétent.
- Le texte d'orientation est remis au Procureur général pour qu'il rédige un projet de loi ou un projet de loi est rédigé par des consultants et communiqué au Procureur général pour qu'il donne son avis.
- Toute modification nécessaire est effectuée avant que le Ministère apporte une dernière main au projet de loi.
- Le projet de loi est ensuite approuvé par le ministre compétent puis soumis à l'approbation du Cabinet avec des rapports du Procureur général et du Trésor.
- Une fois approuvé par le Cabinet, il est présenté au Parlement et, au terme d'une deuxième lecture, renvoyé devant une commission parlementaire *ad hoc* (composée de députés du gouvernement et de l'opposition). Celle-ci fait son rapport au Parlement, qui débat du projet de loi.

- Le texte fait l'objet d'une troisième lecture puis d'un vote.
- Si une majorité vote en faveur du projet de loi, celui-ci est adopté par le Parlement. Il n'est promulgué et il ne devient une loi du Parlement que s'il a obtenu l'approbation du Chef de l'État.
- Une loi ou différentes parties d'une loi peuvent entrer en vigueur à la date de leur approbation ou à un autre moment fixé par le ministre responsable lorsque des changements d'ordre administratif sont nécessaires avant la promulgation.
- Tout texte annexe (comme un règlement) peut être promulgué ou entrer en vigueur sur recommandation du Cabinet mais sous réserve de l'approbation du Chef de l'État. Les règlements servent à définir le mécanisme ou les prescriptions administratives de la loi d'habilitation, par exemple la forme à suivre pour présenter une demande de licence, les conditions d'octroi, etc.

Les discussions du Groupe de travail concernant les différents articles de l'Aide-mémoire ainsi que les questions et réponses ont permis au gouvernement samoan de repérer les lois et règlements qui devront être révisés, et de voir les nouvelles lois et nouveaux règlements qu'il devra adopter pour respecter les dispositions de l'OMC. Les parties appropriées de ces réponses illustrent les mesures déjà prises par le Samoa dans chaque cas et le plan d'action qu'il s'est donné pour les mesures restant à prendre, y compris des dates butoirs. Le Samoa est ouvert à toute suggestion qui lui permettrait d'améliorer ses projets de loi sur le fond. Ces parties des réponses indiquent en outre les domaines dans lesquels le Samoa reçoit une aide technique ainsi que ceux dans lesquels une aide technique supplémentaire est nécessaire. Le Samoa souhaiterait en débattre de nouveau au sein du Groupe de travail.

Question n° 14

Veuillez compléter la réponse à la question n° 50 du document WT/ACC/SAM/4:

Le Samoa compte-t-il étendre ses lois et règlements actuels pour s'assurer que les dispositions de l'article X et les autres prescriptions de l'OMC en matière de transparence sont mises en œuvre, notamment la prescription selon laquelle "les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par toute partie contractante qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits, seront publiés dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

Réponse

Le Samoa est actuellement en pourparlers avec l'Université du Pacifique Sud pour obtenir l'autorisation de diffuser sa législation sur Internet. Il a reçu l'accord de la Cour suprême pour publier et enregistrer sur Internet toutes les décisions judiciaires importantes.

Les décisions administratives rendues par les ministres ne font pas l'objet d'une publication officielle, mais des solutions sont à l'étude pour améliorer cette situation.

Pour l'instant, les décisions font l'objet d'un communiqué de presse officiel qui paraît dans des publications du gouvernement, entre autres.

Le Samoa confirme qu'il est prêt à étendre ses lois et règlements actuels et à s'engager par voie de protocole "à mettre en œuvre les dispositions de l'OMC en matière de transparence, y compris les dispositions de l'article X du GATT de 1994, notamment la prescription selon laquelle les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par toute partie contractante qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits, seront publiés dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

Le Samoa est également prêt à prendre des engagements, à l'instar de ceux prévus dans d'autres protocoles d'accession, pour que, "à compter de la date de son accession, ses lois reconnaissent aux importateurs et exportateurs étrangers et nationaux le droit de faire appel de décisions administratives en rapport avec des affaires régies par les dispositions de l'OMC en pleine conformité avec ses obligations à l'égard de l'OMC, y compris avec l'article X:3(b) du GATT de 1994".

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DE MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation

Question n° 15

Le droit d'importer et d'exporter des marchandises est un principe fondamental à l'OMC. Ce droit ne doit pas être restreint que ce soit pour des entreprises ou des particuliers du pays ou de l'étranger. Nous faisons la distinction entre le droit d'importer ou d'exporter et le droit de distribution.

Le Samoa n'a pas répondu à la question n° 62 du document WT/ACC/SAM/4: "Le Samoa peut-il confirmer que, pour obtenir une licence aux fins d'intervenir en qualité d'agent dans la livraison des marchandises importées, il suffit d'acquitter les droits de licence? Si l'attribution de la licence est basée sur d'autres critères, peut-il confirmer que les entreprises nationales et les entreprises étrangères peuvent l'obtenir dans les mêmes conditions?" Le droit d'importer et d'exporter n'a aucun rapport avec l'autorisation, pour des personnes et des entreprises du pays et de l'étranger, de fournir des services au Samoa.

- **Nous souhaiterions obtenir des renseignements sur le droit, pour les entreprises étrangères et nationales, d'intervenir en qualité d'agents dans la livraison des marchandises importées.**
- **Nous aimerions également en savoir davantage sur le droit, pour des particuliers et des entreprises de l'étranger et du pays, d'être des importateurs enregistrés, qu'ils se chargent ou non de distribuer les marchandises après leur importation.**

Réponse

Des entreprises étrangères et nationales peuvent intervenir en qualité d'agents dans la livraison de marchandises importées et peuvent être des importateurs enregistrés.

Le Samoa signale que cette partie du document se rapporte aux conditions d'enregistrement à remplir pour importer des marchandises. Il note que les articles VIII:1 a), XI:1 et III:2 et 4 du GATT de 1994 constituent les dispositions de l'OMC applicables à cette question et que l'engagement type prévu dans beaucoup d'autres protocoles d'accession renvoie à ces dispositions. Selon ce que le Samoa comprend, toutes les dispositions du GATT de 1994 se rapportent aux marchandises et non aux personnes, et il n'a pu trouver aucune disposition de l'OMC qui oblige les Membres de l'OMC à reconnaître à des entreprises ou des personnes du pays ou de l'étranger le droit d'importer ou d'exporter des marchandises. Il aura besoin d'aide pour savoir de quelle disposition on parle dans la question.

Le Samoa est disposé à prendre un engagement type disant que, "à compter de la date de son accession, il s'assurera que ses lois et règlements en rapport avec le droit de faire le commerce de marchandises, ainsi que tous les droits, impositions et taxes perçus à ce chapitre, seront en pleine conformité avec les obligations à l'égard de l'OMC, y compris avec les articles VIII:1 a), XI:1 et III:2 et 4 du GATT de 1994, et qu'il appliquera les lois et règlements en question en pleine conformité avec lesdites obligations".

Le Samoa entend que l'importation et l'exportation de marchandises constituent un service et sont donc assujetties aux dispositions de l'AGCS.

Concernant les procédures d'octroi d'une licence commerciale, voir la réponse à la question suivante.

Question n° 16

Obtention d'une licence commerciale:

- **Quelles conditions faut-il remplir en plus du versement de droits?**
- **L'importateur doit-il résider au Samoa?**
- **Un exportateur étranger peut-il être un importateur enregistré sans véritablement posséder d'entreprise ni détenir de licence commerciale au Samoa?**

Réponse

Pour avoir une entreprise au Samoa, il faut détenir une licence commerciale. Les particuliers qui souhaitent importer des articles à des fins personnelles ou non commerciales n'ont pas besoin d'une licence commerciale.

Toute entreprise qui souhaite obtenir une licence commerciale doit envoyer à la Direction générale des impôts (DGI) une lettre de demande accompagnée des documents d'enregistrement établis par le Ministère de la justice (acte constitutif et statuts), avec les photos d'identité des principaux actionnaires. Si l'entreprise est enregistrée à l'étranger, un certificat de constitution en société doit être joint à la demande. Puis la DGI envoie un formulaire de demande que le requérant doit remplir avant d'avoir un entretien avec des fonctionnaires de la DGI. Si l'entreprise a besoin de

l'accord particulier d'autres ministères, la licence commerciale ne lui sera accordée qu'une fois obtenu cet accord.

Les entreprises individuelles et les sociétés de personnes doivent remplir le formulaire de la DGI.

Aucune licence commerciale ne peut être accordée pour des activités commerciales prohibées.

Il n'est pas nécessaire que l'importateur réside au Samoa mais, pour des raisons commerciales, il lui faut obtenir une licence commerciale. Une entreprise enregistrée à l'étranger doit également communiquer le texte de ses statuts et de son acte constitutif en plus de satisfaire aux autres conditions. Les exportateurs étrangers peuvent être des importateurs enregistrés.

Question n° 17

Nous aurions aimé une réponse plus détaillée à la question n° 63 du document WT/ACC/SAM/4. Veuillez fournir directement au Groupe de travail une liste de toutes les licences d'exploitation (y compris celles prévues aux termes des textes énumérés dans le document WT/ACC/SAM/4/Add.1), en précisant de quelles marchandises il s'agit, avec leur code du SH.

Réponse

La réponse à la question n° 63 du document WT/ACC/SAM/4 fait improprement référence aux points 8, 9 et 10 de la liste de lois et règlements dans le document WT/ACC/SAM/4/Add.1.

Après avoir revu la question, le Samoa a établi que les produits pour lesquels une licence d'exploitation est exigée, en plus de la licence commerciale ordinaire, sont les stupéfiants et boissons alcoolisées.

- Stupéfiants

La Loi de 1967 sur les stupéfiants interdit la culture des plantes prohibées sur le territoire. Elle dit également, aux annexes 1 et 2 (voir le document WT/ACC/SAM/5/Add.1), que des stupéfiants ne peuvent être importés que par les détenteurs d'une licence les autorisant à faire le commerce de ces stupéfiants. Il n'existe aucune production de ces derniers au Samoa. La plupart de ceux qui sont importés sont destinés à l'Hôpital national et le système de licences a été institué pour limiter et contrôler les ventes de ces produits. Les pharmaciens agréés versent un droit de licence annuel de 40,00 tala.

- Boissons alcoolisées

À ce chapitre, les licences répondent à la nécessité de superviser toutes les étapes de la fabrication de produits qui peuvent avoir des effets nocifs sur la société et la santé. Le système a pour objet de s'assurer que tous les négociants sont enregistrés. Les licences sont accordées aux détenteurs d'une licence commerciale. Pour les débits de boissons des villages, il est nécessaire de demander au conseil municipal l'autorisation de vendre de l'alcool dans les villages pour pouvoir obtenir une licence. Une licence est exigée pour avoir le droit de produire de l'alcool, d'en acheter et d'en vendre, et d'en importer. Le traitement accordé aux produits importés en vertu du système de licences n'est pas moins favorable que celui réservé aux produits du pays: deux licences sont exigées pour les boissons alcoolisées du pays (une pour avoir le droit de produire de ces boissons et une pour avoir le droit d'acheter et de vendre) et deux licences sont exigées pour les boissons alcoolisées importées (une

pour avoir le droit d'acheter et de vendre et une pour avoir le droit d'importer). On entend par boissons alcoolisées les spiritueux, le vin, la bière blonde ou brune, le cidre, ou tout autre produit fermenté, distillé ou spiritueux ordinairement utilisé comme boisson et titrant plus de 2 pour cent d'alcool. Chacune de ces licences, dont le coût est indiqué ci-dessous, est valable un an. Ainsi que le mentionne le document WT/ACC/SAM/4, le nombre de licences n'est pas limité ni rationné.

-	<u>Achat et vente de boissons alcoolisées</u>	
-	Débit de boissons	250 tala
-	Établissement de plage	250 tala
-	Bar et restaurant	1 000 tala
-	Magasin	1 000 tala
-	Hôtel	1 500 tala
-	Boîte de nuit	1 500 tala
-	Distribution de boissons alcoolisées	1 000 tala
-	Fabrication de boissons alcoolisées	1 000 tala
-	Licence temporaire	250 tala

Par ailleurs, le Samoa exige une licence d'importation pour un très petit nombre de produits. À ce sujet, voir plus loin la question n° 23.

b) Caractéristiques du tarif national

Question n° 18

Le Samoa indique que son système de classification tarifaire est conforme à la nomenclature du SH96 (positions à six chiffres). Veuillez nous le communiquer dès que possible sous forme électronique, en précisant les taux en vigueur. Le Secrétariat ne l'avait pas encore reçu au début de mars.

Réponse

Le tarif a été désormais communiqué au Secrétariat de l'OMC.

c) Contingents tarifaires, exemptions de droits

Le Samoa est disposé à prendre par voie de protocole l'engagement selon lequel, "dès son accession à l'OMC, l'ensemble des contingents et exemptions tarifaires seront obligatoirement appliqués en conformité avec les dispositions pertinentes de l'OMC, y compris l'article premier du GATT de 1994 et l'Accord sur les ADPIC".

Question n° 19

Quelle est approximativement la part des importations qui entrent au Samoa en franchise en vertu des exemptions de droits "acquises" qui sont indiquées dans la réponse à la question n° 70 du document WT/ACC/SAM/4?

Réponse

Total des importations c.a.f. en 2001

Année	Total c.a.f. (tala)
2001	689 401 972,00

Total par entreprise en 2001

Entreprise	Total c.a.f. (tala)
Pacific Cashmere	5 963 898,00
Desico Samoa Ltd	41 050,00
Samoa Tropical Product	859 224,00
Yasaki Samoa Ltd	5 329 420,00
	12 193 592,00

Année 2001

$12\,193\,592/689\,401\,972 \times 100$ pour cent = 1,77 pour cent des importations de 2001 sont entrées en franchise grâce aux exemptions de droits acquises.

Source: Service des douanes.

Question n° 20

Le Samoa exempte-t-il actuellement des droits de douane les équipements, pièces et éléments techniques livrés aux aéroports pour la fourniture de services de transport aérien? Quel est actuellement le taux des droits appliqués aux importations d'avions et de pièces d'avion?

Réponse

Les équipements, pièces et éléments techniques fournis aux aéroports ne bénéficient d'aucune exemption particulière.

Les avions destinés au transport commercial de passagers (position 8802.4010 du SH) sont exonérés de droits. Les autres avions (position 8802.4090 du SH) sont assujettis à un droit de 8 pour cent.

Les pièces des avions destinés au transport commercial de passagers et qui relèvent de la position 8802.4010 du SH sont exonérées de droits. Les pièces des autres avions qui relèvent de la position 8802.4090 du SH sont assujetties à un droit de 8 pour cent.

d) Autres droits et impositions**Question n° 21**

Nous souhaiterions une réponse plus détaillée à la réponse à la question n° 73 du document WT/ACC/SAM/4:

- "Le document WT/ACC/SAM/2 indique que "le Samoa ne prélève pas d'autres droits et impositions au sens des dispositions de l'article II:1 b) du GATT de

1994". Veuillez confirmer que ces impositions seront assorties de taux nuls dans la liste de concessions annexée au GATT."

- **Nous ne jugeons pas un tel engagement incompatible avec le fait que le Samoa fait partie des pays les moins avancés.**

Réponse

Le Samoa confirme de nouveau que, dans sa première offre tarifaire (WT/ACC/SPEC/SAM/1), il a proposé d'appliquer "d'autres droits et impositions" à tous les produits figurant dans sa liste tarifaire à un taux nul.

Question n° 22

Nous aimerions une réponse plus détaillée à la question n° 74. Veuillez fournir au Groupe de travail une liste de toutes les impositions douanières (y compris de celles prévues aux termes des textes énumérés dans le document WT/ACC/SAM/4/Add.1).

Réponse

Le Samoa prélève des droits de douane mais pas "d'autres droits et impositions" au sens de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

On trouvera ci-joint une liste des droits de douane et impositions "pour service rendu" au sens de l'article VII:1 a) du GATT de 1994 tels qu'ils sont définis dans la circulaire publique des douanes n° 10/98.

Le Samoa est disposé à prendre par voie de protocole l'engagement selon lequel "tous les droits et impositions établis par le Samoa en rapport direct ou indirect avec des importations ou des exportations seront appliqués en conformité avec les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC, notamment les articles VIII et X du GATT de 1994. Le représentant du Samoa a également indiqué que, à compter de la date d'accession, le Samoa s'abstiendra d'appliquer aux importations, d'instaurer ou de rétablir des droits et impositions pour service rendu calculés sur une base *ad valorem*. Des informations seront fournies aux Membres de l'OMC, à leur demande, sur l'application et le niveau de tels droits et impositions, les recettes produites et leur usage".

Voir également la réponse à la question n° 26.

f) Procédures de licences d'importation

Le Samoa est disposé à prendre par voie de protocole l'engagement selon lequel, "à compter de la date d'accession, il s'abstiendra d'instaurer, de rétablir ou d'appliquer des restrictions quantitatives aux importations, ou d'autres mesures non tarifaires telles que les licences, contingents, prohibitions, interdictions et autres restrictions ayant un effet équivalent qui ne peuvent être justifiées au regard des dispositions de l'Accord sur l'OMC. Il a ensuite confirmé que le pouvoir légal que détient le gouvernement samoan de limiter ou d'interdire l'importation de marchandises au Samoa s'appliquerait à compter de la date d'accession en conformité avec les prescriptions pertinentes de l'OMC, notamment les articles XI, XII, XIII, XVIII, XIX, XX et XXI du GATT de 1994, et les Accords sur l'agriculture, sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, sur les procédures de licences d'importation, sur les sauvegardes et sur les obstacles techniques au commerce".

Pour plus de détails sur les licences relatives aux stupéfiants et boissons alcoolisées, voir la section concernant les conditions d'enregistrement à remplir pour importer de ces produits.

Question n° 23

Réponse aux questions n° 80 et 81. Qu'en est-il de la réponse du Samoa au questionnaire sur les procédures de licences d'importation figurant dans le document WT/ACC/1? Le moment voulu, veuillez indiquer dans vos réponses toutes les démarches à accomplir pour obtenir une licence d'importation et prière d'énumérer tous les organismes compétents. Veuillez inclure dans votre réponse une liste des produits assujettis à l'obtention d'une licence, en indiquant leur code du SH correspondant. Veuillez décrire dans le détail la procédure suivie pour l'attribution d'une licence d'importation.

Réponse

Une licence d'importation est exigée pour les voitures avec conduite à droite, les armes et munitions, et les pesticides.

- Voitures avec conduite à droite

Le Samoa n'ayant pas la capacité de produire des voitures, toutes les voitures sont importées. Au Samoa, la circulation s'effectue sur le côté droit de la chaussée et, comme l'exige la loi, tous les marchands de voitures importent des véhicules avec la conduite à gauche. Le Samoa fait partie des pays les moins avancés et, pour vivre, beaucoup de familles comptent sur l'argent envoyé par leurs proches qui vivent à l'étranger, principalement en Nouvelle-Zélande, en Australie et aux États-Unis. Beaucoup de voitures importées au Samoa sont des véhicules d'occasion offerts par ces proches installés à l'étranger: celles qui viennent des États-Unis ont la conduite à gauche, mais les voitures provenant de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie ont le volant à droite. Le gouvernement souhaite freiner l'importation de ces voitures avec conduite à droite mais pas l'empêcher totalement. C'est pourquoi il autorise les particuliers à importer de ces voitures à condition qu'ils n'aient pas l'intention de les revendre et qu'ils acquittent une taxe. Les voitures avec conduite à droite entrent elles aussi sous les positions tarifaires 8703.0021-8703.0025 du SH.

- Armes et munitions

L'Ordonnance de 1960 sur les armes régit la possession et l'importation d'armes et de munitions. Le Samoa n'en produit pas. Il faut détenir une licence pour pouvoir importer des armes et des munitions au Samoa. Tout commerçant (c'est-à-dire toute entreprise) qui souhaite importer des armes à feu et des munitions au Samoa doit acquitter un droit de 200,00 tala pour obtenir un permis valable toute l'année, alors que les particuliers doivent se procurer un permis d'un coût de 50,00 tala chaque fois qu'ils font entrer une arme à feu ou des munitions dans le pays.

- Pesticides

La Loi modificative de 1989 sur l'agriculture, les forêts et la pêche donne au gouvernement le pouvoir, par l'entremise du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, de réglementer et superviser l'importation, le stockage et l'utilisation de pesticides. Le Samoa ne produit pas de ces substances et tous les pesticides qu'il est nécessaire d'importer doivent être enregistrés et approuvés pour qu'un permis puisse être délivré. Les licences s'expliquent par la nécessité d'encadrer l'importation de pesticides et de protéger notre environnement contre les substances et produits chimiques dangereux et interdits. Le droit d'enregistrement se monte à 300,00 tala, auquel s'ajoute la TVA, alors que le coût du permis dépend du type de pesticide ainsi que de la valeur ou de la quantité du produit importé.

h) Évaluation en douane

Question n° 24

Voir la question n° 83 du document WT/ACC/SAM/4. Nous avons noté l'intention du Samoa d'adopter une nouvelle législation et de nouveaux règlements en conformité avec l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, et nous aimerions connaître l'état d'avancement des travaux à cet égard. La réponse à cette question dit également que le Samoa avait sollicité une aide technique dans ce domaine. Le Samoa a-t-il aujourd'hui obtenu l'aide technique en question?

Réponse

Ainsi que l'indique le document WT/ACC/SAM/4, le Samoa a l'intention d'intégrer à la loi douanière principale les dispositions de l'OMC concernant l'évaluation en douane. Quant aux règlements d'application, ils sont certes fondés sur les dispositions de l'OMC, mais il faudra les revoir pour s'assurer de leur pleine conformité avec les prescriptions de l'OMC.

Le Samoa a commencé à rédiger la nouvelle législation, mais il a encore besoin d'une aide technique à la fois pour apporter les changements nécessaires aux lois et règlements, et pour pouvoir disposer de l'infrastructure nécessaire et d'un personnel correctement formé afin de mettre en œuvre la législation.

Le calendrier prévu pour ces mesures dépendra forcément de la réponse qui sera faite à notre demande d'aide technique.

Mesure	Date limite de réception de l'aide technique nécessaire
Rédaction des modifications à apporter à la législation pour assurer la pleine conformité du système d'évaluation en douane avec les règles de l'OMC.	Une année
Délibération au Parlement et adoption de la législation.	Deux années
Révision des règlements d'application existants.	Deux années et demie
Recrutement de personnel, obtention des installations et équipements nécessaires. Création de bases de données.	Deux années et demie
Élaboration de manuels et de procédures d'application. Impression de formulaires, de brochures, etc.	Deux années et demie
Formation d'au moins 20 fonctionnaires et agents des douanes. Ateliers pour le secteur privé.	Trois années
Mise en œuvre du système d'évaluation en pleine conformité avec les règles de l'OMC.	Trois années à partir de la réception de l'aide technique nécessaire ou, si elle survient plus tard, à compter de la date d'accession.

Question n° 25

Dans sa réponse à la question n° 83 du document WT/ACC/SAM/4, le Samoa a indiqué qu'il souhaitait "intégrer les dispositions concernant l'évaluation en douane en vigueur, qui sont

harmonisées avec l'Accord de l'OMC, et y apporter les autres modifications nécessaires pour les rendre entièrement conformes aux règles de l'OMC", qu'il avait commencé à rédiger la nouvelle législation, et qu'il était en train de revoir la loi douanière principale et ses règlements "pour en accroître la transparence et les rendre conformes aux règles de l'OMC dans le cadre d'une réforme de longue haleine". Le Samoa a besoin d'une aide technique pour pouvoir atteindre ses objectifs, c'est-à-dire "pour effectuer les modifications législatives et réglementaires requises et lui fournir l'infrastructure et la formation du personnel nécessaires pour mettre en œuvre la législation".

- De quelle forme d'aide technique le Samoa a-t-il exactement besoin, et dans quel délai? Faudra-t-il l'aider à rédiger la nouvelle loi, ou bien a-t-il déjà entamé ce travail?
- Le Samoa devra-t-il se doter d'institutions supplémentaires? Quel type de formation faudrait-il donner au personnel des douanes?
- Le Samoa a-t-il l'intention d'inclure au texte de la nouvelle loi les notes interprétatives de l'Accord sur l'évaluation en douane?
- Le Samoa songe-t-il à adopter des règlements additionnels pour mettre pleinement en œuvre la nouvelle loi? Sont-ils déjà en préparation?

Réponse

Voir la réponse à la question précédente.

Le Samoa remarque que, selon l'article 14 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les notes interprétatives contenues dans son annexe 1 font partie intégrante de l'Accord, mais il lui est encore impossible de dire si ces notes interprétatives seront incluses à la loi même.

k) Application des taxes intérieures aux importations

Question n° 26

Veillez confirmer que les importations ne sont pas assujetties à d'autres droits ou impositions que les droits de douane, les droits d'accise, la TVA et les redevances douanières.

Réponse

Le Samoa confirme que les seules taxes qu'il applique exclusivement aux importations sont les droits de douane. Les douanes prélèvent également des redevances pour les services rendus en rapport avec les importations. Les seules taxes perçues sur les importations et les articles produits dans le pays, qui font l'objet de ce paragraphe, sont la TVA sur les biens et les services et les droits d'accise.

Question n° 27

Le tarif douanier du Samoa fait état de "droits d'accise à l'importation", et le document WT/ACC/SAM/2 de droits d'accise "intérieurs". Il semblerait donc qu'il y ait deux catégories de droits. Les réponses aux questions n° 89 et 91 du document WT/ACC/SAM/4 laissent pourtant entendre qu'il existe un seul type de droits d'accise.

- **Pourquoi parle-t-on, dans le tarif douanier", de droits d'accise "à l'importation" si ces droits s'appliquent à la fois aux produits d'origine nationale et aux importations?**
- **Veuillez préciser si les droits d'accise sur les importations et les produits d'origine nationale sont homogènes ou s'ils s'appliquent à des niveaux différents lorsque des produits similaires n'ont pas la même provenance.**

Réponse

Dans le passé, les droits d'accise frappant les importations et les produits d'origine nationale relevaient de textes de loi distincts. Mais, ainsi que l'indique la réponse à la question n° 91 du document WT/ACC/SAM/4, les droits d'accise visant les deux catégories de produits ont été unifiés et s'appliquent sur la base du traitement national, comme le prescrit l'article III du GATT de 1994. Pour parer à tout malentendu à ce chapitre, le Samoa est prêt à modifier sa législation afin de s'assurer que les droits d'accise soient appliqués aussi bien aux produits d'origine nationale qu'aux importations sur la base du traitement national comme le stipulent l'article III:1 et 2 du GATT de 1994.

Question n° 28

Concernant les produits agricoles, le Samoa déclare qu'il ne souhaite pas prélever de TVA sur les produits agricoles d'origine nationale pour soutenir les revenus des agriculteurs. Le Samoa serait-il disposé à introduire progressivement un dispositif d'exemption pour les importations de produits similaires afin de s'aligner sur l'article III?

Réponse

Le Samoa ne se rappelle pas avoir dit "qu'il ne souhaite pas prélever de TVA sur les produits agricoles d'origine nationale pour soutenir les revenus des agriculteurs". Au Samoa, la TVA sur les biens et les services frappe les entreprises qui réalisent un bénéfice à 52 000 tala (environ 15 000 dollars EU) par an. Or, au Samoa, les produits primaires ne proviennent pas d'entreprises mais uniquement de très petits propriétaires terriens qui pratiquent une économie de subsistance et approvisionnent dans une proportion très restreinte les marchés locaux. Si ces producteurs individuels sont exonérés, c'est parce qu'il apparaît impossible de les assujettir à une taxe aussi complexe que la TVA sur les biens et les services. Le Samoa croit savoir qu'il est de pratique courante dans les pays Membres de l'OMC d'exempter les petits producteurs de telles taxes.

1) Règles d'origine

Question n° 29

À la lecture de la réponse à la question n° 96 du document WT/ACC/SAM/4, nous avons apprécié les assurances générales données par le Samoa concernant les règles d'origine. Nous aimerions toutefois que le Samoa s'engage explicitement à appliquer, dès son accession, ses lois et règlements sur les règles d'origine en conformité avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine.

Réponse

Le Samoa est disposé à prendre l'engagement, aux termes du protocole d'accession, selon lequel, "à compter de la date d'accession, les règles d'origine préférentielles et non préférentielles du Samoa seront entièrement conformes à l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine, y compris aux dispositions de l'article 2 h) et de l'Annexe II, paragraphe 3 d) de l'Accord, ce qui signifie que, pour

des règles d'origine non préférentielles et préférentielles, respectivement, l'administration douanière acceptera toute demande d'appréciation de l'origine d'importations présentée par un exportateur, un importateur ou toute personne ayant un motif valable".

Question n° 30

Nous aimerions également avoir confirmation du fait que le Samoa s'engagera précisément à mettre en conformité ses lois et règlements sur les règles d'origine avec les dispositions de l'Accord de l'OMC, et à rédiger ou modifier ces textes de manière à y inclure les dispositions de l'article 2 h) et de l'Annexe II, paragraphe 3 d), ce qui signifie que, pour des règles d'origine non préférentielles et préférentielles respectivement, l'administration douanière fournira une appréciation de l'origine des importations à la demande d'un exportateur, d'un importateur ou de toute personne ayant un motif valable et précisera les conditions dans lesquelles elle sera fournie, et que toute demande d'appréciation sera acceptée même avant que l'échange des marchandises concernées ait commencé.

Réponse

Le Samoa confirme qu'il sera prêt à prendre explicitement l'engagement d'aligner ses lois et règlements sur les dispositions pertinentes de l'Accord de l'OMC et que ces textes seront rédigés ou modifiés pour inclure les dispositions de l'article 2 h) et de l'Annexe II, paragraphe 3 d) de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine.

- m) **Régime antidumping**
- n) **Régime des droits compensateurs**
- o) **Régime des sauvegardes**

Question n° 31

Sanctions commerciales. Voir les questions n° 98 et 101 du document WT/ACC/SAM/4. Le Samoa a indiqué qu'il réfléchira à la question d'éventuelles dispositions antidumping lorsqu'il examinera sa loi douanière principale. Il nous serait utile de connaître le sentiment actuel du Samoa quant à l'adoption possible de dispositions sur des droits antidumping et compensateurs étant donné que, comme nous l'avons noté (dans la réponse à la question n° 101), le Samoa préfère conserver une certaine souplesse pour la consolidation du taux plafond des droits de douane plutôt que d'appliquer les dispositions prévues par l'OMC pour les sanctions commerciales. Cela ne manque pas de nous préoccuper parce que des hausses tarifaires arbitraires appliquées brutalement auraient pour effet de compromettre la prévisibilité et la fiabilité du régime des échanges, et de frapper toutes les exportations effectuées dans un secteur particulier, au lieu de réprimer les mesures de dumping ou de subvention à l'exportation. Certes, nous comprenons que le Samoa s'inquiète de la complexité de sanctions sous la forme de droits antidumping et compensateurs mais, selon nous, des sanctions relativement simples peuvent suffire. Dans ce domaine, nous pourrions envisager d'apporter une aide technique au Samoa s'il en avait besoin.

Réponse

Il semblerait y avoir ici un malentendu car le Samoa n'a jamais dit préférer conserver une certaine souplesse pour la consolidation du taux plafond des droits de douane plutôt que d'appliquer les dispositions prévues par l'OMC pour les sanctions commerciales, mais a indiqué qu'"il est très difficile pour de petits pays, notamment les pays les moins avancés de très petite taille tels que le

Samoa, de recourir à ces mesures" (question n° 98 du document WT/ACC/SAM/4) et que, "figurant parmi les tout petits pays les moins avancés, il estime aujourd'hui qu'il trouvera difficilement les ressources matérielles et en personnel nécessaires pour mettre en application les dispositions de l'OMC relatives aux mesures antidumping, compensatoires ou de sauvegarde" (question n° 101 du document WT/ACC/SAM/4). Ce n'est pas la volonté qui manque, mais ce sont les moyens.

La réponse à la question n° 101 montre également le problème pratique qui se pose au Samoa. Il fait partie des tout petits pays les moins avancés du monde, avec une population de 170 000 habitants dont le revenu moyen se situe aux environs de 3,00 dollars EU par jour. Il apprécie l'offre d'aide technique qui lui est faite, mais celle-ci ne règlera pas le problème de fond du Samoa: son administration minuscule ne lui donne pas les moyens humains ou matériels nécessaires à la mise en œuvre des Accords de l'OMC pertinents, qui ont été négociés par des Membres de l'OMC relativement riches et importants, où la situation particulière du Samoa n'est pas prise en compte.

La réponse à la question n° 101 explique en outre pourquoi la position prise par le Samoa à ce chapitre ne créerait pas de problème commercial important pour les Membres de l'OMC parce que le Samoa a une production extrêmement réduite et que des produits traditionnels comme le yam, le fruit à pain et le taro sont compétitifs. Par conséquent, il ne devrait prendre des mesures que dans des cas vraiment exceptionnels pour protéger ses producteurs. De surcroît, il constitue un très petit marché qui n'en fait pas une cible intéressante pour les prédateurs, ce qui réduit d'autant le risque, déjà limité, d'avoir à prendre des mesures. Enfin, par définition, toute mesure prise toucherait une partie très restreinte des échanges.

Il faut toutefois que le Samoa puisse avoir un moyen de recours au sein de l'OMC dans le cas improbable où il devrait effectivement prendre des mesures. Les petits pays les moins avancés Membres de l'OMC connaissent un problème identique et le Samoa a demandé à être traité de la même manière que ces pays, dont la situation a été prise en compte dans les négociations tarifaires. Concernant les consolidations tarifaires, le Samoa a simplement en tête des consolidations à un taux plafond à l'instar d'autres Membres de l'OMC faisant partie des pays les moins avancés, et a fait une première offre intéressante à cet égard.

Voir également la réponse à la question suivante.

Question n° 32

Compte tenu notamment du peu d'empressement manifesté par le Samoa pour se doter en la matière d'une législation conforme aux règles de l'OMC, nous souhaiterions que le Samoa prenne par écrit dans le rapport du Groupe de travail l'engagement de ne pas appliquer de mesures de sauvegarde, antidumping ou compensatoires sans avoir d'abord notifié à l'OMC toute loi traitant de telles mesures en conformité avec les Accords de l'OMC.

L'intention exprimée par le Samoa d'assouplir son tarif au lieu de prendre des mesures transparentes plus précises pour parer aux importations déloyales ou excessives est ennuyeuse, car elle va à l'encontre du but déclaré d'instaurer un régime commercial plus transparent, prévisible et propice à l'investissement. Le fait que l'administration puisse brutalement modifier les règles tarifaires sans jouer totalement la transparence et sans employer une procédure régulière nuirait à la crédibilité du régime de politique commerciale du Samoa et nous devrions l'assimiler à un dispositif de réglementation des importations, ne serait-ce qu'en théorie.

Réponse

Le Samoa veut qu'une chose soit claire: il ne refuse pas de se doter d'une législation conforme aux règles de l'OMC. Ainsi qu'il l'a expliqué dans la réponse à la question précédente, il est prêt à le faire, mais il n'en a pas les moyens.

Voir la réponse à la question précédente.

Le Samoa est disposé à prendre par voie de protocole l'engagement selon lequel "il n'appliquera pas de mesures antidumping, compensatoires ou de sauvegarde avant d'avoir mis en œuvre et notifié à l'OMC des lois appropriées compatibles avec les dispositions des Accords de l'OMC dans ce domaine. Le Samoa veillera à la pleine conformité d'une telle législation avec les dispositions pertinentes de l'OMC, y compris les articles VI et XIX du GATT de 1994, l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'Accord sur les sauvegardes. Une fois cette législation entrée en vigueur, le Samoa n'appliquera de droits antidumping, de droits compensateurs et de mesures de sauvegarde qu'en pleine conformité avec les dispositions pertinentes de l'OMC".

2. Réglementation des exportations

c) Restrictions quantitatives à l'exportation

Question n° 33

Serait-il exact de dire, à la lumière des réponses aux questions n° 103 et 104 du document WT/ACC/SAM/4, que le Samoa a l'intention de revenir à un moment ou à un autre sur ses décisions concernant l'interdiction des exportations de grumes à l'état brut et de plants de kava, et qu'il informera régulièrement les Membres de l'OMC de l'évolution de la situation dans ce domaine?

Réponse

Le Samoa est en train de revoir ces décisions et est disposé à informer régulièrement les Membres de l'OMC de l'évolution de la situation dans ce domaine.

Question n° 34

Des restrictions sont-elles appliquées à l'abattage parallèlement aux restrictions concernant les exportations?

Réponse

Des restrictions sont appliquées à l'abattage commercial en vertu de la Loi de 1967 sur les forêts et du projet de Politique sur les ressources forestières qui attend d'être approuvé par le Cabinet. Des normes d'abattage nationales sont incluses au projet de Code de l'abattage qui attend actuellement la sanction du Cabinet. Bien que le Code n'en soit qu'au stade du projet, deux ateliers ont été organisés pour en informer les propriétaires terriens et les entreprises d'abattage sur les deux îles principales, Upolu et Savaii.

f) Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations

Question n° 35

Nous avons noté que le Samoa a mis fin à toutes les mesures de financement des exportations par l'État. Le Samoa pourrait-il préciser sous quelle autorité légale cette décision a été prise et à quelle date elle est entrée en vigueur?

Réponse

Le Mécanisme de financement des exportations a été supprimé le 31 décembre 1997, à la suite de la libéralisation du système financier. Il s'agit d'une décision politique prise par le gouvernement, et qui est conforme à la Loi de 1984 sur la Banque centrale du Samoa.

Question n° 36

Nous aimerions des éclaircissements sur la réponse à la question n° 108 du document WT/ACC/SAM/4. Il y est dit: "Le Samoa est en mesure de confirmer qu'il respectera toutes les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et ne mettra pas en place [ces subventions interdites] après son accession à l'OMC."

- **Le Samoa octroie-t-il actuellement des subventions interdites?**
- **Le Samoa peut-il confirmer qu'après son accession il ne maintiendra aucune subvention à l'exportation répondant à la définition d'une subvention interdite au sens de l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et n'instaurera pas de ces subventions interdites?**

Réponse

Le Samoa n'applique aucune subvention interdite.

Le Samoa est prêt à prendre un engagement en ce sens par voie de protocole. Voir la réponse à la question suivante.

h) Système de ristourne des droits à l'importation

Question n° 37

Le Samoa pourrait-il expliquer comment il garantit que le système de ristourne ne permet pas un remboursement excessif des droits d'importation pour des produits exportés?

Réponse

Les entreprises visées par le système de ristourne communiquent au Service des douanes le coût que représentent leurs importations. Ce coût sert de base aux inspections et contrôles effectués par le Service des douanes à la suite d'une demande de remboursement des droits versés.

Le Service des douanes surveille et enregistre régulièrement les entreprises bénéficiaires de ce système pour éviter tout remboursement excessif.

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises

a) Politique industrielle, y compris politiques en matière de subventions

Question n° 38

Nous remercions le Samoa de s'engager à ce que, dès l'entrée en vigueur de son protocole d'accession, tous les programmes de subvention soient administrés en conformité avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à ce que tous les renseignements nécessaires relatifs aux programmes exigeant une notification soient communiqués au Comité des subventions et des mesures compensatoires conformément aux dispositions de l'article 25 de l'Accord.

Réponse

Le Samoa est disposé à prendre par voie de protocole l'engagement selon lequel "dès l'entrée en vigueur de son protocole d'accession, tous les programmes de subvention seront administrés en conformité avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et tous les renseignements nécessaires relatifs aux programmes exigeant une notification seront communiqués au Comité des subventions et des mesures compensatoires conformément aux dispositions de l'article 25 de l'Accord".

b) Règlements techniques et normes

Question n° 39

Il ressort des questions n° 114 et 115 du document WT/ACC/SAM/4 que les obstacles techniques au commerce font partie des domaines dans lesquels le Samoa aura besoin d'une aide technique afin de mettre en place un régime compatible avec les règles de l'OMC pour tout ce qui concerne les normes et la conformité. Il nous serait utile de savoir quels progrès le Samoa a accomplis à cet égard et de quelle aide technique il bénéficie dans ce domaine.

Réponse

Les réponses aux questions n° 114 et 115 du document WT/ACC/SAM/4 ne faisaient mention d'aucune aide technique mais montraient que le Samoa n'appliquait pas de règlements techniques et était prêt à prendre l'engagement, par voie de protocole, selon lequel, dans l'hypothèse où, une fois Membre de l'OMC, le Samoa devait établir un système de contrôle et des règles concernant les règlements techniques, les normes, la certification et les prescriptions en matière d'étiquetage, il le ferait uniquement en pleine conformité avec les dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Le Samoa confirme que, une fois Membre de l'OMC, il se conformera à toutes les dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

Il est à noter que la réponse à la question n° 114 comporte un oubli et que le mot "néanmoins" doit être inséré à la ligne 2 pour que le texte se lise comme suit: "Le Samoa ... est prêt à s'engager néanmoins à mettre en œuvre ...". De cette manière, la cohérence est rétablie avec la réponse à la question n° 115.

Question n° 40

Nous notons l'information fournie par le Samoa (y compris les réponses aux questions n° 113 à 116 du document WT/ACC/SAM/4) selon laquelle il ne possède pas de système global concernant les normes et les règlements techniques et qu'il n'a pas l'intention d'en instaurer un.

L'Accord de l'OMC n'oblige par les Membres à se doter d'un tel système. Nous notons pourtant que le Samoa exige que les pesticides soient étiquetés selon la classification recommandée par l'Organisation mondiale de la santé en fonction du niveau de risque (document WT/ACC/SAM/2, page 21). Cette règle relèverait davantage de l'Accord OTC que de l'Accord SPS; autrement dit, il s'agit davantage d'une mesure de protection de la vie ou de la santé des êtres humains, des animaux ou des végétaux, ou de l'environnement, que d'une mesure sanitaire ou phytosanitaire.

Il semblerait en outre que les Accords SPS et OTC puissent s'appliquer tous les deux aux mesures de protection de l'environnement suivies au titre de la Loi de 1989 sur les terres et l'environnement du Samoa (page 22 du document WT/ACC/SAM/2). En vertu de l'Accord OTC, le Samoa devra s'assurer que les normes ou règlements techniques en vigueur, y compris les mesures employées pour mettre en œuvre les dispositions d'accords multilatéraux touchant au commerce, sont appliqués en conformité avec les dispositions de l'Accord OTC, le cas échéant.

Réponse

Le Samoa, qui fait partie des très petits pays les moins avancés, ne possède pas les ressources humaines ou matérielles nécessaires pour instaurer et faire appliquer des règlements techniques. La prescription relative à l'étiquetage des pesticides est exceptionnelle. Elle est fondée sur une norme internationale et ne crée pas d'obstacles non nécessaires au commerce.

Le Samoa est disposé à prendre par voie de protocole l'engagement selon lequel "le Samoa instaurera dès que possible au sein du Ministère du commerce et de l'industrie un point d'information qui sera chargé de répondre à toutes les demandes de renseignements et notifications comme le prévoit l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Le Samoa s'assurera en outre de ne pas adopter ou appliquer de règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité sans avoir d'abord mis en œuvre des lois appropriées qui en assurent la conformité avec les dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Le Samoa veillera à la pleine conformité de ces lois avec l'Accord sur les obstacles techniques au commerce".

Question n° 41

Nous remercions le Samoa des engagements pris en réponse aux questions n° 114 et 115. Nous souhaiterions toutefois que le Samoa songe à prendre un engagement plus complet au titre de la question n° 115 en prévision de l'instauration, à un moment ou à un autre, de règlements techniques portant sur la protection de la vie, de la santé ou de la sécurité.

Réponse

Voir la réponse à la question précédente.

c) Mesures sanitaires et phytosanitaires

Question n° 42

Voir les questions n° 118, 120 et 122 du document WT/ACC/SAM/4. Il est dit que les législations et règlements relatifs aux mesures SPS ont besoin d'être revus pour satisfaire aux prescriptions de l'OMC. Il nous serait utile d'avoir un point sur la situation. La réponse à la question n° 122 indique que l'Agence australienne de développement international (AUSAID) finance un programme de renforcement institutionnel du Service national de quarantaine.

Réponse

Dans sa réponse à la question n° 118 du document WT/ACC/SAM/4, le Samoa a reconnu la nécessité de revoir intégralement son système de mesures SPS pour le rendre conforme aux dispositions de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. Plus précisément, il a reconnu la nécessité de procéder pour commencer à une révision complète de sa législation, de ses institutions et de ses procédures afin de déterminer les mesures à prendre pour assurer la compatibilité de sa législation et de ses mesures avec les dispositions de l'Accord SPS, ainsi que de développer au niveau local l'infrastructure et les compétences nécessaires pour mettre en œuvre correctement sa législation et ses mesures. Il a ajouté que, faisant partie des pays les moins avancés, il dispose de très peu de moyens et a besoin d'une aide technique pour, lorsque cette aide lui aura été fournie, être en mesure de fixer un calendrier pour chacune des mesures à prendre.

Le Samoa reçoit déjà une aide précieuse de l'AUSAID, qui lui a permis de commencer à élaborer une législation sur la quarantaine. Cette législation a pour objet de fonder le régime du Samoa sur une base scientifique et sur une évaluation des risques, afin qu'il soit en pleine conformité avec l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, et qu'il soit d'un usage pratique au Samoa. Lorsque le projet de texte sera prêt, il fera l'objet de consultations avec les parties concernées avant d'être soumis à l'approbation du Parlement. Plusieurs séances ont été organisées pour former le personnel aux questions de quarantaine.

Question n° 43

Dans les documents WT/ACC/SAM/2 et WT/ACC/SAM/4, le Samoa a apporté quelques précisions sur son régime SPS et sur les efforts engagés pour le mettre en conformité avec les prescriptions de l'OMC. Selon ces documents, le Samoa reconnaît que sa législation nécessite une mise à jour et ses institutions ont besoin d'être renforcées afin qu'il puisse mettre en place les mesures nécessaires, et il demande une aide technique à cette fin.

Nous engageons le Samoa à utiliser les compétences mises à sa disposition dans le cadre des programmes d'assistance existants pour finir d'établir la liste récapitulative des questions concernant les mesures SPS (document WT/ACC/8) du mieux qu'il peut et dans le plus bref délai possible. Ce document nous permettrait de nous faire une idée plus précise de son régime SPS actuel, et des domaines dans lesquels il a besoin d'une aide juridique et scientifique. Nous insistons sur le fait que, même s'il fait partie des PMA, le Samoa devra mettre en place un régime SPS adéquat pour pouvoir accéder à l'OMC.

Réponse

Ainsi que le Samoa l'a indiqué en réponse à la question précédente, sa nouvelle législation, actuellement élaborée avec le secours de l'AUSAID, sera fondée sur le texte de l'Accord et le questionnaire du document WT/ACC/8. Le Samoa reconnaît qu'il lui faudra modifier tout son système SPS pour le rendre conforme à l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, ce qui constitue sa réponse au questionnaire.

Le Samoa a préparé le plan d'action suivant à ce chapitre.

Mesure	Délai de réception de l'aide technique nécessaire
Adoption par le Parlement d'une législation pleinement conforme à l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.	Une année
Un point de contact a été créé et les procédures administratives régissant les droits d'accise appliqués aux produits importés et d'origine nationale ont été unifiées: publication à utiliser pour faire connaître les mesures proposées, autorité chargée des notifications, procédure à suivre pour prendre en compte les commentaires formulés, organisme gouvernemental chargé d'élaborer des règlements, d'évaluer les risques et de mettre en œuvre les procédures de contrôle, d'inspection et d'approbation.	Une année
Instauration des règlements d'application, y compris des procédures de contrôle, d'inspection et d'approbation.	Une année
Obtention des installations et équipements nécessaires.	Une année
Rédaction de manuels. Impression de formulaires, brochures, etc.	Une année et demie
Formation d'au moins 15 fonctionnaires, agents des douanes et personnes du secteur privé.	Deux années
Mise en œuvre complète.	Deux années

Le Samoa souhaite avancer le plus rapidement possible dans ce domaine parce qu'il pense qu'il y va de son intérêt, et il espère que le processus se déroulera convenablement. Il a toutefois pris note du paragraphe sur les périodes de transition figurant dans les Lignes directrices sur l'accession des pays les moins avancés adoptées par le Conseil général le 2 décembre 2002, et il se peut qu'il demande qu'on lui accorde une période de transition pour lui permettre de parachever le processus après la date de son accession.

Question n° 44

La réponse à la question n° 113 indique que, au Samoa, "il n'existe aucune prescription exigeant que les produits importés répondent à des normes de qualité, de sécurité, d'environnement, d'étiquetage ou d'autres normes". Cela vaut-il également pour les mesures SPS? Le Samoa a-t-il l'intention d'adopter les normes internationales lorsqu'il en existe?

Réponse

Les mesures SPS en vigueur sont décrites dans l'Aide-mémoire WT/ACC/SAM/2 et dans le premier document de questions et réponses WT/ACC/SAM/4.

Le Samoa n'a pas l'intention d'adopter les normes internationales lorsqu'il en existe.

Question n° 45

Il apparaît que la plupart des mesures SPS en vigueur au Samoa se rapportent à la protection des végétaux. Existe-t-il au Samoa des règlements précis concernant l'innocuité des produits alimentaires et la santé humaine?

Réponse

L'accent est actuellement mis sur la protection des végétaux, et les autres domaines ont besoin d'être développés. Voir les réponses aux questions précédentes de ce paragraphe.

Question n° 46

Veillez préciser la réponse à la question n° 121, page 51, concernant les permis et certificats requis pour l'importation de certains produits.

Réponse

La question n° 121 du document WT/ACC/SAM/4 disait ceci:

"Veillez indiquer les critères à satisfaire et les démarches à effectuer pour obtenir ce permis du Directeur de l'agriculture, et les conditions dans lesquelles il serait accordé ou refusé."

La décision prise par le Directeur d'accorder ou de refuser un permis d'importation est fondée sur les résultats d'une analyse des risques à l'importation (ARI). Le pays d'origine doit fournir aux autorités du pays destinataire, pour la marchandise à exporter, la liste de parasites correspondante. Cette liste de parasites est comparée à la situation sanitaire du pays destinataire. Cette classification des parasites et la consultation des intéressés constituent des éléments essentiels de l'ARI et conduisent à l'établissement de conditions ou de normes d'hygiène à l'importation qui permettent à la marchandise d'être importée en toute sécurité dans le pays. Lorsque de telles conditions existent, le permis est signé et délivré.

"Veillez indiquer quelle est la nature du certificat phytosanitaire requis et les conditions dans lesquelles il serait accepté."

Le certificat phytosanitaire doit satisfaire pleinement aux conditions énoncées dans le permis d'importation. Il doit être signé par les représentants autorisés du gouvernement.

"Veillez décrire l'inspection que subissent actuellement les produits importés. Diffère-t-elle de celle que subissent les produits d'origine nationale?"

Tous les navires et avions qui arrivent au Samoa subissent une inspection ayant pour objet de déterminer si les marchandises importées sont conformes aux documents d'importation (permis d'importation, certificats phytosanitaires et sanitaires émis dans le pays d'origine). Les produits d'origine nationale destinés au marché local ne subissent pas d'autre contrôle que l'inspection interne prévue lorsque des marchandises sont destinées à des zones exemptes de parasites, comme dans le cas de l'escargot géant d'Afrique pour les produits destinés à Savaii. On fait également passer une inspection aux marchandises destinées à l'exportation pour s'assurer qu'elles satisfont aux conditions formulées dans le permis d'importation émis par le pays d'origine avant de délivrer un certificat phytosanitaire.

Question n° 47

Veillez décrire les critères scientifiques appliqués pour interdire ou autoriser l'importation de marchandises.

Réponse

Ainsi qu'on l'a mentionné, les conditions d'importation sont déterminées par une évaluation scientifique des risques. À l'issue de l'évaluation, le Samoa autorise l'importation si les conditions en question sont remplies. Le Samoa n'autorise pas l'importation de produits qui ne respectent pas les prescriptions de quarantaine.

Tous les végétaux dont l'entrée au Samoa n'a pas été autorisée doivent subir une analyse des risques à l'importation.

Le pays exportateur doit obligatoirement fournir une liste de parasites et il est interdit d'importer tant que la norme sanitaire à l'importation n'a pas été établie. Cette tâche incombe au Directeur de l'agriculture.

Question n° 48

Au vu des réponses aux questions n° 118 et 122 du document WT/ACC/SAM/4, le Samoa est conscient qu'il doit commencer par réviser sa législation, ses institutions et ses procédures pour déterminer les moyens à engager afin de mettre son régime d'application des mesures sanitaires et phytosanitaires en conformité avec les règles de l'OMC, veiller à ce que la législation et les mesures en question soient compatibles avec les dispositions de l'Accord SPS, et développer l'infrastructure et les compétences nécessaires au niveau local.

- **Nous souhaiterions des précisions sur les sources d'aide envisagées pour exécuter ces tâches, et un calendrier estimatif pour l'exécution de chacune des mesures à prendre.**
- **Étant donné que le Samoa ne pourra probablement pas procéder par lui-même à des évaluations officielles des risques dans un avenir rapproché, nous l'encourageons à adopter les normes internationales pertinentes (Codex, OIE, CIPV) et à élaborer une législation indiquant clairement que le Samoa adoptera et suivra lesdites normes.**
- **Nous attendons des informations sur le document WT/ACC/8, car cela nous aidera à régler, avec le Samoa, ces questions.**

Réponse

Ainsi qu'il ressort des réponses aux questions précédentes de ce paragraphe, le Samoa reçoit déjà une aide technique de l'AUSAID. Voir les délais indiqués dans le plan d'action en réponse à la question n° 42.

Le gouvernement samoan s'est engagé à développer les services de quarantaine. Témoin le fait que la section de la quarantaine est devenue une division du Ministère de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de la météorologie, et le renforcement de la capacité des institutions actuellement en cours, en conséquence de quoi certaines analyses officielles des risques sont d'ores et déjà effectuées. Des spécialistes de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande travaillent avec des fonctionnaires du Samoa à ce projet, qui est financé par l'AUSAID. Le gouvernement reconnaît qu'il devra s'engager sur le long terme et il espère que, à cette fin, le soutien nécessaire lui sera fourni.

d) Mesures d'investissement liées au commerce

Question n° 49

Nous remercions le Samoa de l'engagement pris en réponse à la question n° 124.

Réponse

Le Samoa est disposé à prendre par voie de protocole l'engagement selon lequel "le Samoa ne prendra aucune mesure incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les MIC et respectera ledit accord dès la date d'accession sans appliquer aucune période de transition".

e) Pratiques en matière de commerce d'État

Le Samoa est disposé à prendre par voie de protocole l'engagement selon lequel "le Samoa appliquera ses lois et règlements régissant les activités commerciales des entreprises d'État et autres entreprises qui bénéficient de privilèges spéciaux ou exclusifs et agira en pleine conformité avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC, notamment l'article XVII du GATT de 1994 et le Mémoire d'accord sur l'interprétation de cet article et l'article VIII de l'AGCS. Il a confirmé en outre que le Samoa notifierait toute entreprise visée par l'article XVII".

Question n° 50

Nous ne comprenons pas la réponse à la question n° 127, selon laquelle la Société de stockage des produits agricoles est entièrement détenue par l'État et a pour principale activité la vente ou la location de produits chimiques, d'outils, d'équipements, de semences et autres fournitures utilisés dans cette branche.

- **Cette société travaille-t-elle en concurrence avec d'autres entreprises, ou a-t-elle le monopole de la vente de ces produits?**
- **Nous suggérons qu'elle soit notifiée en tant qu'entreprise commerciale d'État.**

Réponse

Oui, il existe des entreprises privées similaires qui offrent le même service ou produit, et la Société de stockage des produits agricoles doit compter avec des concurrents. Pour le Samoa, cette dernière ne constitue pas une entreprise commerciale d'État au sens de la définition pratique convenue lors du Cycle d'Uruguay vu qu'elle ne bénéficie pas de droits ou de privilèges exclusifs ou spéciaux qui lui permettent d'influencer par ses achats ou ses ventes le niveau ou l'orientation d'importations ou d'exportations.

f) Zones franches

Question n° 51

Parcs industriels. Voir les questions n° 128 et 130 du document WT/ACC/SAM/4. Les réponses à ces deux questions apparaissent contradictoires quant au traitement tarifaire réservé aux marchandises importées dans des parcs industriels et qui entrent ensuite dans le cycle des échanges commerciaux ordinaires au Samoa. Nous souhaiterions des éclaircissements.

Réponse

Le Samoa apporte volontiers les éclaircissements suivants. Le projet d'instaurer des zones franches, inscrit dans la Loi de 1974 sur les zones industrielles franches, a disparu avec la Loi de 1992-1993 sur l'aide aux entreprises et la promotion des exportations.

En vertu de cette loi, toutes les marchandises importées dans des parcs industriels et qui entrent ensuite dans le cycle des échanges commerciaux ordinaires au Samoa auraient reçu le même traitement tarifaire que les marchandises importées de l'extérieur de ces parcs.

Les deux parcs industriels évoqués à la page 22 de l'Aide-mémoire WT/ACC/SAM/2 et aux pages 55 et 56 du document WT/ACC/SAM/4 ne sont pas des zones franches ni des zones économiques franches. Comme l'indique la réponse à la question n° 129 du document WT/ACC/SAM/4, les investisseurs nationaux et étrangers qui exercent des activités dans ces parcs ne bénéficient plus d'incitations.

Le Samoa est disposé à prendre par voie de protocole l'engagement selon lequel "toutes les zones franches ou zones économiques spéciales qui pourront être créées entreront totalement dans le champ des engagements contractés au titre du protocole d'accession à l'OMC et le Samoa veillera à exécuter ses obligations à l'égard de l'OMC dans lesdites zones. En outre, les marchandises produites dans des zones de ce type conformément aux dispositions qui exemptent les marchandises et moyens de production importés des droits de douane et de certaines taxes seront assujetties aux formalités douanières ordinaires lorsqu'elles entreront dans d'autres parties du Samoa, y compris aux droits de douane et taxes".

g) Zones économiques franches

Question n° 52

Hormis les exemptions des droits d'importation et de l'impôt sur les sociétés, veuillez expliquer quels autres mécanismes ou dispositions existent pour inciter les entreprises situées dans ces zones à s'installer dans la région.

- **De manière générale, quels sont les critères d'admissibilité dans les zones franches et zones économiques franches?**
- **Quels sont approximativement le volume et la valeur des marchandises exportées à partir de ces zones? Représentent-elles une part importante des exportations totales?**
- **Concernant les exonérations fiscales accordées aux entreprises en activité dans ces zones, veuillez fournir une estimation du manque à gagner qu'elles représentent pour le gouvernement samoan.**

Réponse

Voir la réponse à la question précédente.

Question n° 53

Aux termes de la législation applicable aux zones économiques franches, la durée des avantages octroyés à ces zones ou aux entreprises qui s'y trouvent est-elle limitée?

Réponse

Voir la réponse à la question n° 50.

4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles

b) Exportations

Question n° 54

Voir les questions n° 140 à 142 du document WT/ACC/SAM/4. Nous aimerions obtenir des renseignements plus détaillés sur le soutien interne et les subventions à l'importation selon le document WT/ACC/4. Nous souhaiterions également rappeler que nous comptons que le Samoa ramène à zéro les subventions à l'exportation de produits agricoles au moment de son accession.

Réponse

Le document WT/ACC/4 révisé fait l'objet du document WT/ACC/SPEC/SAM/3/Rev.1.

Voici quelques précisions sur les mesures de la "catégorie verte" prises par le Samoa:

- **Recherche**
 - Recherche sur les cultures.
 - Recherche sur la biotechnologie, la gestion du matériel génétique, les systèmes de production, les cultures des arbres fruitiers, les cultures arbustives et les cultures de racines et de tubercules, les légumineuses, les épices, les légumes, les champignons et les plantes d'ornement.
 - Recherche sur les parasites des végétaux.
 - Recherche sur les ravageurs, les maladies des plantes, l'apiculture et le traitement post-récolte.
- **Quarantaine et éradication, mesures de lutte contre les parasites et les maladies**
 - Maintenir le Samoa relativement indemne de parasites et maladies en protégeant nos frontières, tout en remplissant nos obligations nationales et internationales d'une manière responsable. Maintenir un bon contrôle de la qualité de nos exportations de produits agricoles et faire appliquer l'enregistrement des pesticides économiques et agricoles.
 - Contrôle des cultures et lutte contre les parasites. Informer le public sur la lutte contre les parasites au moyen de stratégies intégrées pour limiter et contrôler les parasites des cultures. Prévoir aussi des mesures stratégiques de lutte contre tout parasite pouvant être introduit dans le pays et contre ceux qui s'y propagent déjà.
- **Services de vulgarisation et de consultation**
 - Approche participative de l'apprentissage. Un certain nombre de groupes d'agriculteurs sont en contact permanent avec des responsables de la vulgarisation. Formulation de plans d'action basés sur une analyse des risques phytosanitaires (ARP), formation d'agriculteurs assortie de visites sur site, et visites de stations et d'exploitations sur le terrain.

- Services de formation et de consultation. Participation à la formation d'agriculteurs dans le cadre de programmes de vulgarisation. En outre, des agriculteurs et des cultivateurs sont directement formés aux pratiques recommandées et des conseils leur sont donnés au sujet de la maintenance.
- Services d'inspection
 - Services d'inspection zoosanitaire et d'inspection des viandes. Programmes de contrôle et traitement des épizooties destinés à améliorer la qualité de la viande et du lait sur le marché intérieur et à l'exportation.
 - Surveillance des forêts indigènes. Réglementation des opérations d'abattage menées dans les forêts indigènes. Mise en œuvre d'un programme de gestion durable des forêts indigènes à Samalaeulu en collaboration avec le Pacific German Regional Forestry Programme.

Le Samoa est prêt à consolider à zéro ses subventions à l'exportation des produits agricoles si tous les autres Membres de l'OMC (États-Unis et Union européenne) font de même.

Question n° 55

Nous notons que le Samoa ne subventionne pas les exportations de produits agricoles, et nous pensons par conséquent qu'il serait bon qu'il prenne l'engagement de ramener à zéro les subventions à l'exportation.

Réponse

Voir la réponse à la question précédente.

- d) **Crédits à l'exportation, programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation**

Question n° 56

Nous espérons une révision du tableau des subventions à l'exportation du Samoa (partie des tableaux du document ACC/4) et comptons sur le Samoa pour qu'il ramène à zéro ses subventions à l'exportation.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 54.

- e) **Politiques internes**

Question n° 57

Nous apprécions les renseignements fournis dans le document WT/ACC/SPEC/SAM/3. Il conviendrait toutefois de revoir le tableau sur le soutien interne pour qu'il suive la présentation recommandée dans le document WT/ACC/4.

- **Par ailleurs, il faudrait que chacune des mesures soit décrite plus en détail, si possible. (Nous sommes disposés à aider le Samoa à présenter ces renseignements sous la forme voulue, si besoin est.)**

Réponse

Voir la réponse à la question précédente.

V. RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Généralités

Question n° 58

Voir la question n° 153 du document WT/ACC/SAM/4. Nous sommes heureux d'apprendre que le Samoa ne compte pas solliciter une prolongation de la période de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC au-delà du délai déjà accordé aux PMA, et nous notons qu'il souhaite obtenir une aide technique pour mettre à jour sa législation sur la propriété intellectuelle. Selon nous, le plus gros de l'aide nécessaire dans ce domaine peut lui être apporté dans le cadre du Plan d'action régional (RFAP), géré conjointement par l'OMPI, IP Australia et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique. Le RFAP a pour objet de renforcer les systèmes centraux de protection de la propriété intellectuelle dans le Pacifique.

Réponse

Dans sa réponse à la question n° 153 du document WT/ACC/SAM/4, le Samoa a dit espérer pouvoir appliquer les dispositions de l'Accord sur les ADPIC dans le délai de dix ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord, délai fixé pour les pays les moins avancés par les articles 65:1 et 66:1 de l'Accord, c'est-à-dire d'ici au 1^{er} janvier 2006. Cet objectif reste inchangé. Dans sa réponse à la question n° 151 du même document, il a toutefois indiqué qu'il aurait besoin d'une aide supplémentaire pour compléter les modifications qu'il convient d'apporter à ses lois et réglementations, et mettre en place les ressources matérielles et en personnel nécessaires à la mise en œuvre de la législation. Il a ajouté que le calendrier de mise en œuvre dépendrait dans une large mesure de l'aide qui lui serait accordée.

Le Samoa est sensible à l'aide déjà fournie par l'OMPI et travaille avec ses partenaires du RFAP, de l'OMPI, d'IP Australia et du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique afin de définir les moyens à prendre pour renforcer son système central de protection de la propriété intellectuelle et se conformer aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Il s'est donné le plan suivant, qui résume les mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs et les dates prévues pour chacune.

Plan d'action concernant les ADPIC

Mesure	Date limite de réception de l'aide technique nécessaire
Adoption par le Parlement d'une législation conforme à l'Accord sur les ADPIC, y compris des textes additionnels éventuellement nécessaires pour donner une base légale aux mécanismes d'exécution.	Deux années
Création d'un bureau de l'OMC pour la propriété intellectuelle chargé, par exemple, de mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives à la transparence.	Deux années
Embauche de personnel. Obtention des installations et équipements nécessaires.	Deux années

Mesure	Date limite de réception de l'aide technique nécessaire
Établissement de règlements de mise en œuvre.	Trois années
Élaboration de manuels et procédures d'exécution. Impression des documents nécessaires.	Trois années
Formation d'au moins 15 fonctionnaires, agents des douanes et personnes du secteur privé ainsi que d'éducateurs dans le domaine des ADPIC.	Trois années
Préparation en vue de participer à une coopération régionale pour l'administration de la propriété intellectuelle (gestion collective des droits d'auteur, système régional de brevets et marques commerciales).	Trois années
Adhésion aux Conventions de Berne et Paris.	Trois années
Mise en œuvre.	Trois années après l'obtention de l'aide technique nécessaire, ou la date d'accession, si elle survient plus tard.

Question n° 59

Nous sommes en train d'examiner les lois du Samoa sur la propriété intellectuelle mentionnées dans les documents WT/ACC/SAM/3 et WT/ACC/4/Add.1 et Add.2, et nous souhaitons vérifier les domaines dans lesquels des modifications ou de nouvelles lois peuvent s'avérer nécessaires pour la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC.

- Nous proposons entre-temps que le Samoa réponde aux questions suivantes et utilise la liste récapitulative du document WT/ACC/9 pour analyser son système et déterminer dans quels cas des dispositions ou des institutions additionnelles peuvent être nécessaires.
- Nous souhaitons que le Samoa nous fournisse des renseignements sur son système de protection de la propriété intellectuelle en se servant de la liste récapitulative du document WT/ACC/9.

Réponse

La Loi du Samoa sur le droit d'auteur a été promulguée récemment, mais ses autres textes de loi sur la propriété intellectuelle sont dépassés et devront être remplacés.

Le Samoa est encore en train de remplir le document ACC/9, qu'il transmettra à l'OMC dès qu'il aura terminé. Il reconnaît que ses autres lois devront être remplacées: cela constitue sa réponse au document ACC/9 à cet égard.

Question n° 60

Nous sommes en train d'examiner la législation du Samoa et nous vous ferons part de nos commentaires dès que possible. Une fois en possession du document ACC/9, nous pourrions avancer plus rapidement.

Réponse

Voir la réponse à la question précédente.

a) Politique en matière de propriété intellectuelle

Question n° 61

Il ressort clairement des réponses du Samoa aux diverses questions du document WT/ACC/SAM/4 que sa législation sur la propriété intellectuelle ne respecte pas l'Accord sur les ADPIC, et il apparaît que ses lois sur les brevets, les marques commerciales et les dessins industriels nécessiteront une importante révision.

Réponse

Effectivement. Voir la réponse à la question n° 57 ci-dessus.

c) Participation à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle et à des accords régionaux ou bilatéraux

Question n° 62

Veillez énumérer toutes les organisations internationales relatives à la propriété intellectuelle auxquelles le Samoa a adhéré ou prévoit d'adhérer.

Réponse

Le Samoa est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Il prévoit d'adhérer prochainement à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Il songe également à adhérer à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

2. Normes fondamentales de protection

a) Droit d'auteur et droits connexes

Question n° 63

La Loi du Samoa sur le droit d'auteur apparaît globalement conforme à l'Accord sur les ADPIC. Un point nécessite toutefois des éclaircissements, à savoir la réponse du Samoa à la question n° 177, selon laquelle les fonctionnaires des douanes ne sont pas habilités à interdire l'importation de marchandises qui contreviennent à un droit d'auteur ou à des droits sur des marques commerciales. Cette situation laisse penser que le régime légal du Samoa n'est pas entièrement compatible avec l'obligation de faire respecter les droits en vertu de l'Accord sur les ADPIC. Dans sa réponse, le Samoa semble également oublier que sa Loi sur le droit d'auteur confère à la Cour suprême le pouvoir d'émettre une injonction pour imposer la saisie d'œuvres protégées par le droit d'auteur et importées sans autorisation.

Nous aimerions obtenir des éclaircissements sur les moyens dont disposent les titulaires d'un droit d'auteur pour empêcher l'importation de marchandises pirates.

Réponse

Nous allons préciser notre réponse à la question n° 177 pour remédier à cette lacune.

Les dispositions de l'Ordonnance de 1977 sur les douanes concernant la suspension de la mise en circulation de marchandises suspectes valent également pour la protection du droit d'auteur. En

outre, les dispositions de la Loi de 1972 sur la procédure pénale portent également sur les infractions à des droits de propriété intellectuelle. Par ailleurs, nous confirmons que la Loi sur le droit d'auteur donne à la Cour suprême le pouvoir d'émettre une injonction pour interdire à quiconque d'enfreindre ou de continuer d'enfreindre des droits d'auteur, ou pour ordonner la saisie de copies importées non autorisées d'œuvres d'enregistrement sonore, ou le conditionnement de matériel pouvant servir à la fabrication de telles copies non autorisées.

Question n° 64

Le Samoa ayant indiqué dans le document WT/ACC/SAM/4 que la mise en conformité de son régime avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC dépendra dans une large mesure de l'aide technique qui lui sera fournie, il serait utile de nous préciser:

- **si le Samoa a déposé une demande d'aide officielle de cette nature;**
- **comment le Samoa peut nous montrer dans quels cas et de quelle façon son gouvernement consacre des ressources, même limitées, à la révision nécessaire et au développement de son système de protection de la propriété intellectuelle.**

Réponse

Le Samoa apprécie l'aide technique qui lui est déjà fournie et travaille avec ses partenaires du Plan d'action régional géré conjointement par l'OMPI, IP Australia et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (voir la réponse à la question n° 154).

Oui, le Samoa a déposé une demande d'aide officielle. Cette demande témoigne de sa volonté politique de réformer son système. Par ailleurs, le gouvernement est en train de réformer en profondeur la fonction publique en ayant pour objectif premier une amélioration des services fournis par l'État.

Question n° 65

Nous remercions le Samoa d'avoir communiqué au Groupe de travail le texte de sa Loi sur le droit d'auteur (1998). Voici quels sont nos commentaires et nos questions à propos de cette loi.

Les informations fournies font référence à des bases de données protégées comme "des produits dérivés". Selon nous, les bases de données ne constituent pas obligatoirement des produits dérivés parce que les données sous-jacentes ne peuvent pas toujours être protégées. En revanche, aux termes de l'Accord sur les ADPIC, les bases de données sont assimilées à des compilations de données pour lesquelles la sélection et la disposition de leur contenu constituent des créations intellectuelles qui doivent être protégées en tant que telles.

Quelle protection la Loi sur le droit d'auteur apporte-t-elle aux bases de données, comme l'exige l'Accord sur les ADPIC? Le Samoa apporte-t-il une protection supplémentaire aux bases de données en vertu d'une loi distincte?

Réponse

Non. Le Samoa n'apporte pas de protection supplémentaire aux bases de données en vertu d'une législation distincte.

Question n° 66

L'article 23) de la Convention de Berne stipule que les traductions, adaptations et arrangements doivent être protégés au même titre que les œuvres.

- **Quelle protection la Loi sur le droit d'auteur apporte-t-elle à ces œuvres?**
- **Existe-t-il des catégories d'œuvres que, explicitement, la Loi du Samoa sur le droit d'auteur ne protège pas?**
- **La Loi sur le droit d'auteur protège-t-elle à la fois les œuvres publiées et non publiées, comme le stipule l'article 3 de la Convention de Berne?**
- **La Loi sur le droit d'auteur protège-t-elle à la fois les œuvres cinématographiques, comme le stipule l'article 2 de la Convention de Berne?**

Réponse

La Loi du Samoa sur le droit d'auteur protège les traductions, adaptations et arrangements au même titre que les œuvres, sans préjudice de la protection accordée à des œuvres existantes incorporées ou utilisées pour leur fabrication.

Oui, les œuvres publiées comme les œuvres non publiées sont protégées.

La Loi sur le droit d'auteur apporte une protection aux œuvres audiovisuelles.

Question n° 67

Le Samoa a indiqué qu'il a l'intention de revoir le projet de Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes en préparation au Ministère de la culture et des arts, que le texte devra être présenté au Conseil des ministres en mars 2002 et au Parlement en juin 2002, et que sa promulgation est attendue pour novembre 2002.

- **Le Samoa pourrait-il indiquer à quel stade d'avancement se trouve ce projet de loi?**
- **Que prévoit le Samoa en vue d'élaborer les lois additionnelles nécessaires pour mettre en application ladite loi lorsqu'elle aura été promulguée? De quelle aide technique le Samoa aurait-il besoin pour mettre pleinement en œuvre cette loi après son accession?**

Réponse

Le Samoa ne se rappelle pas avoir dit qu'il compte revoir sa Loi de 1998 sur le droit d'auteur (il n'existe pas de Ministère de la culture et des arts).

4. Moyens de faire respecter les droits

Question n° 68

Veillez établir une liste et décrire les fonctions des organismes du gouvernement samoan habilités à faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

Réponse

Ministère des douanes	Contrôle de l'entrée des marchandises importées Suspension de la mise en circulation de marchandises suspectes Saisie des marchandises confisquées et prohibées
Police	Saisie des marchandises prohibées
Cour suprême	Pouvoir d'émettre une injonction pour interdire des atteintes à des droits d'auteur ou ordonner la saisie de copies pirates Annulation d'un dessin industriel enregistré à la suite du jugement d'un tribunal et confirmation de sa non-conformité avec les conditions d'enregistrement prévues à l'article 3 de la Loi de 1972 sur les dessins et modèles industriels
Ministère de la justice	Liaison avec la police et le Ministère des douanes dans les cas avérés d'infraction à des droits de propriété intellectuelle pour que des mesures appropriées puissent être prises
Procureur général	Délivrance d'un certificat provisoire pour protéger une invention en attendant l'attribution d'un brevet

Question n° 69

Les modifications que le Samoa se propose d'apporter aux lois existantes sur la propriété intellectuelle incluront-elles:

- des recours au civil,
- des sanctions au pénal,
- des mesures de protection à la frontière,
- des mesures provisoires?

Veuillez fournir des détails dans chaque cas, si cela est possible.

Réponse

Oui. Nous ne pouvons encore vous fournir de détails, car la rédaction des lois nécessaires reste à faire (voir ci-dessus).

Question n° 70

Les fonctionnaires des douanes seront-ils habilités, en vertu des modifications proposées, à interdire l'importation de marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle?

Réponse

Oui.

Question n° 71

Veuillez décrire en détail la procédure selon laquelle le titulaire d'un droit peut engager des poursuites ou déposer plainte auprès de la Cour suprême pour faire respecter ses droits de propriété intellectuelle.

Réponse

- À la demande du titulaire de droits de propriété intellectuelle, son avocat prépare une déclaration de plainte, qui fait état de la mesure à prendre. Une attestation du propriétaire est jointe à la déclaration de plainte.
- La déclaration de plainte est déposée à la Cour et l'avocat du propriétaire en adresse une copie au défendeur.
- Le greffier de la Cour suprême envoie également un avis à la partie défenderesse pour qu'elle donne sa réponse.
- La date de l'audience est fixée par la Cour.

Question n° 72

Veuillez décrire de quels recours disposent aujourd'hui les titulaires de droits de propriété intellectuelle qui engagent des poursuites ou déposent plainte auprès de la Cour suprême pour faire respecter leurs droits.

Réponse

Droit d'auteur:

- Le titulaire de droits d'auteur peut demander au délinquant le versement de dommages-intérêts en conséquence de son acte. La Cour suprême fixe le montant des dommages-intérêts en tenant compte de l'importance des préjudices matériels et moraux subis par le détenteur des droits.
- La Cour suprême ordonne la destruction des copies en infraction et du matériel utilisé pour contrefaire ou continuer de contrefaire l'œuvre du titulaire des droits.
- Une amende maximale de 5 000 tala est exigée en cas de récidive constituant une infraction à une ordonnance rendue par un tribunal pour que le délinquant mette fin à ses actes.

Toute personne ayant illégalement déclaré être l'auteur d'une invention protégée par un brevet sera passible d'une condamnation sommaire à verser une amende maximale de mille (1000,00) tala. Toute personne ayant faussement prétendu que l'article qu'elle vend est breveté au Samoa sera passible d'une amende maximale de deux cent cinquante (250,00) tala.

Toute fausse déclaration concernant une marque commerciale se traduira pour son auteur par une condamnation sommaire à verser une amende maximale de 200,00 tala.

Les dispositions de la Loi de 1977 sur les douanes et de la Loi de 1972 sur la procédure pénale s'appliquent également aux cas d'infraction à des droits de propriété intellectuelle.

Question n° 73

Les modifications proposées incluront-elles des dispositions prévoyant des mesures d'exécution administratives?

Réponse

Les révisions et modifications apportées aux lois relatives à la propriété intellectuelle apporteront la garantie que les mesures d'exécution prévues par lesdites lois sont conformes aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Les procédures suivies pour faire respecter des droits de propriété intellectuelle ne devront donner lieu à aucun retard inutile. L'autorité légalement compétente pourra également revoir toute décision administrative concernant la protection de la propriété intellectuelle.

À l'heure qu'il est, les tribunaux actuels ont été amenés à entendre plusieurs affaires d'infraction à des droits de propriété intellectuelle, en l'occurrence à des droits d'auteur.

Question n° 74

Veillez indiquer si la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en infraction ainsi que des matériaux et des instruments utilisés font partie des sanctions prévues contre le piratage délibéré de marques commerciales ou de droits d'auteur.

Réponse

En vertu de la législation sur le droit d'auteur, lorsqu'une œuvre a fait l'objet de copies illégales, la Cour a le pouvoir d'ordonner la destruction de ces copies ou leur élimination par tout autre moyen raisonnable, ainsi que leur conditionnement à l'extérieur des circuits commerciaux.

Lorsque des instruments ont été utilisés pour commettre ou continuer de commettre un acte illégal, la Cour ordonnera, chaque fois que cela sera raisonnable, la destruction desdits instruments ou leur élimination par tout autre moyen raisonnable en dehors des circuits commerciaux de manière à limiter les risques d'infraction ultérieurs, y compris leur remise au titulaire des droits.

Voir la réponse à la question n° 63 (droit d'auteur).

Question n° 75

Veillez expliquer brièvement en quoi le gouvernement samoan respecte les prescriptions de l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC, notamment les alinéas 41 1), 41 2), 41 4) et 41 5).

Réponse

Voir la réponse à la question n° 73.

VI. RÉGIME COMMERCIAL DES SERVICES

1. Généralités

Question n° 76

Le Samoa compte-t-il mettre en place son point d'information sur l'AGCS avant son accession? Où sera-t-il situé?

Réponse

Un point d'information sur l'AGCS a été créé au sein du Ministère du commerce et de l'industrie. Les demandes de renseignements peuvent être envoyées à l'adresse suivante: Secretary, Department of Trade, Commerce & Industry, Private Bag 862, Apia, Samoa. Tél.: +685 20471. Télécopieur: +685 21646. Courrier électronique: tci@tci.gov.ws

Question n° 77

Voir la question n° 180 du document WT/ACC/SAM/4. Le Samoa n'a pas vraiment répondu à notre question. Il ne s'agit pas simplement de savoir si les fournisseurs de services du pays ont l'occasion de participer à des consultations sur l'élaboration de règlements, mais plus simplement de savoir par quels moyens le Samoa applique les prescriptions de l'article III relatives à la transparence, ainsi que celles de l'article VI:2 de l'AGCS concernant la révision des décisions réglementaires. Nous aimerions obtenir des éclaircissements.

Réponse

Le Samoa considère que les dispositions pertinentes sont les suivantes:

- Publication (article III:1 et 2 de l'AGCS). Les publications seront effectuées dans le Savali (Journal officiel).
- Notification à l'OMC (article III:3 de l'AGCS). Le point d'information sera chargé des notifications.
- Point d'information (article III:4 de l'AGCS). Le point d'information sur l'AGCS sera installé au Ministère du commerce et de l'industrie (voir la réponse à la question n° 76 ci-dessus).
- Tribunaux judiciaires, arbitraux ou administratifs, ou procédures de révision des décisions administratives affectant le commerce des services (article VI:2 a) et b) de l'AGCS). Le droit de faire appel des décisions rendues par des organismes gouvernementaux est décrit à la page 14 de l'Aide-mémoire du Samoa (document WT/ACC/SAM/2).

3. Accès au marché et traitement national

Question n° 78

Voir la question n° 187 du document WT/ACC/SAM/4. Nous aimerions savoir comment le Samoa justifie le "critère relatif aux moyens économiques" appliqué aux services d'assurance.

Réponse

L'article 5 de la Loi de 1996 sur les établissements financiers stipule que, lorsqu'elle reçoit une demande de licence d'activité bancaire, la Banque doit vérifier l'avantage économique pour le Samoa, la nécessité et la viabilité de l'établissement financier que l'on propose de créer. Voir également la réponse à la question n° 194 du document WT/ACC/SAM/4.

4. Description du marché et des mécanismes permettant de réglementer les secteurs de services les plus importants

Question n° 79

Voir la question n° 195 du document WT/ACC/SAM/4. La réponse à cette question laisse entendre que l'octroi d'une licence à une banque peut également être assujéti à une forme d'"examen des besoins économiques". Est-ce le cas?

Réponse

Oui. L'article 5 de la Loi de 1996 sur les établissements financiers stipule que, lorsqu'elle reçoit une demande de licence d'activité bancaire, la Banque doit vérifier l'avantage économique pour le Samoa, la nécessité et la viabilité de l'établissement financier que l'on propose de créer.

Services professionnels:

- **Services juridiques**

Question n° 80

Voir la question n° 196 du document WT/ACC/SAM/4. La réponse à cette question indique que la Société du droit interdit aux juristes étrangers, y compris à ceux ayant l'autorisation d'exercer au Samoa, d'établir leurs propres cabinets. Veuillez nous expliquer comment se justifie cette restriction, et préciser si elle s'applique également à la fourniture de conseils au regard du droit du pays d'origine (pays étranger) et du droit international, ou uniquement au droit du pays d'accueil (le Samoa).

Réponse

La politique actuellement suivie par la Cour suprême veut que les avocats étrangers ne puissent être admis à exercer que pendant une période maximale de six ans; ensuite, ils doivent refaire une demande (accompagnée de nouvelles références) auprès de la Société du droit. Cette politique a pour objet de s'assurer que les juristes étrangers qui n'exercent pas régulièrement au Samoa sont véritablement "des praticiens compétents et responsables" dans le pays où ils exercent, afin de faire respecter les normes du barreau local.

On trouve des juristes étrangers qui exercent régulièrement au Samoa, où ils fournissent des services de conseil et de représentation dans des affaires précises ou pour des problèmes particuliers en fonction des besoins de leur clientèle. Ils doivent maintenir un lien officiel avec un cabinet local aux fins de la signification formelle des avis et documents prescrits par les règles de la procédure civile afin que les cabinets locaux n'aient pas à se charger de la remise et de la signification formelle de documents judiciaires dans des pays comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie et les États-Unis, et n'aient pas à en assumer le coût.

- **Services comptables, d'audit et de tenue de livre**

Question n° 81

Voir la question n° 198 du document WT/ACC/SAM/4. La réponse à cette question laisse entendre qu'il faut être citoyen du Samoa pour pouvoir adhérer à l'Association samoane des experts-comptables. Est-ce le cas?

Réponse

La législation en vigueur stipule que, pour devenir membre de l'Association, il faut être résident du Samoa, être âgé de 21 ans, avoir bonne réputation et posséder les qualifications prescrites. On entend par là les qualifications prescrites par le Conseil, selon les avis publiés dans le Savali (Journal officiel). Être résident signifie avoir la citoyenneté samoane ou habiter en permanence dans le pays selon la définition donnée par la Loi de 1966 sur l'immigration.

ANNEXE

Tableau sommaire des nouvelles redevances et impositions douanières

Liste abrégée des nouvelles redevances et impositions douanières	Pour plus de détails, voir aussi la Loi de 1998 portant modification de la Loi sur les redevances diverses et le Règlement de 1998 portant modification du Règlement douanier
1. Acceptation	15 tala par facture
2. Demande pour un magasin de matériel aéronautique	25 tala par demande
3. Appel d'une décision du Contrôleur	100 tala par appel
4. Demande, quai de mise en souffrance	100 tala par demande
5. Demande pour une zone sous douane	500 tala par an + frais de service
6. Demande de transport sous douane	100 tala par demande
7. Demande de ristourne de droits	25 tala + 8 tala par tranche (ou partie de tranche) de 500 tala
8. Demande de ristourne de droit (cas particulier)s	25 tala + 8 tala par tranche (ou partie de tranche) de 500 tala
9. Demande d'exportation à des fins de réparation ou de restitution	23 tala par demande
10. Demande de réimportation de marchandises exportées avec ristourne	25 tala par demande
11. Demande de remboursement de marchandises endommagées, non conformes, etc.	25 tala + 8 tala par tranche (ou partie de tranche) de 500 tala
12. Demande de remboursement de marchandises détruites ou perdues	25 tala + 8 tala par tranche (ou partie de tranche) de 500 tala
13. Demande de remboursement de marchandises ayant perdu de leur valeur	25 tala + 8 tala par tranche (ou partie de tranche) de 500 tala
14. Demande de remboursement	25 tala + 8 tala par tranche (ou partie de tranche) de 500 tala
15. Demande de remboursement pour défaut de fabrication	25 tala + 8 tala par tranche (ou partie de tranche) de 500 tala
16. Demande de remise en entrepôt	25 tala par demande
17. Demande de concession tarifaire	25 tala par demande
18. Demande d'avis tarifaire	25 tala par produit et par demande
19. Demande d'importation temporaire	25 tala par demande
20. Demande d'accès à un port autre qu'un port d'entrée	100 tala par demande
21. Demande de transbordement	25 tala par demande + sécurité
22. Autorisation de transformation d'un entrepôt	200 tala par demande
23. Autorisation, conteneur des douanes	1 000 tala par an
24. Autorisation, employé d'un agent des douanes	25 tala par demande
25. Autorisation	À l'initiative du Contrôleur
26. Évaluation de marchandises pour le calcul des droits	25 tala par demande
27. Présence en dehors des heures de travail	10 tala par heure

Liste abrégée des nouvelles redevances et impositions douanières	Pour plus de détails, voir aussi la Loi de 1998 portant modification de la Loi sur les redevances diverses et le Règlement de 1998 portant modification du Règlement douanier
28. Présence pendant les heures de travail	8 tala par demande
29. Mise en souffrance de bagages	26 tala par demande
30. Certificat de dédouanement	15 tala par dédouanement
31. Dédouanement de colis postaux sans entrée	5 tala par dédouanement
32. Permis de ramassage	25 tala par permis
33. Copie d'un document officiel à la demande de son propriétaire	10 tala par opération (maximum de cinq pages)
34. Licence d'agent des douanes, restreinte	500 tala par an
35. Licence d'agent des douanes, individuelle	500 tala par an
36. Licence d'agent des douanes, générale	500 tala par an
37. Intérêt pour report de droits	10 pour cent par an
38. Demande de report de droits	25 tala par demande
39. Frais de retard du versement de droits	5 tala par retard
40. Licence de boutique hors taxes	1 000 tala par an
41. Surveillance d'une boutique hors taxes	500 tala par an ou AMBDBTC
42. Annulation d'entrée	10 tala par entrée
43. Exemption de droits à l'exportation	25 tala par exemption
44. Minimum de perception, la semaine entre 20 heures et 8 heures	3 heures au taux en vigueur
45. Dédouanement d'effets personnels sans entrée officielle	25 tala par dédouanement
46. Remise d'un connaissance aérien	5 tala par connaissance
47. Remise d'un avis d'arrivée d'un colis	5 tala par connaissance
48. Remise d'un objet par un courrier (après les heures d'ouverture)	25 tala par remise
49. Réemballage de marchandises en entrepôt	25 tala par demande
50. Demande construction d'un entrepôt	25 tala par demande
51. Demande de remise anticipée de marchandises	25 tala par demande
52. Demande de certificat de débarquement	25 tala par demande
53. Demande de remboursement de droits perçus sur des marchandises confisquées	25 tala par demande
54. Demande d'approvisionnement d'un navire	25 tala par demande
55. Entrée à vue	25 tala par demande
56. Transfert de licence d'entrepôt	200 tala par demande
57. Dérogation en cas de non-conformité à certaines conditions	25 tala par demande
58. Licence annuelle d'un entrepôt – Voir la liste séparée	
59. Enlèvement temporaire de marchandises en entrepôt	25 tala par demande
60. Frais de service pour un responsable d'entrepôt	1 000 tala par an

Liste des redevances et impositions douanières

N°	Texte de référence	Désignation	Précédentes redevances	Nouvelles redevances et impositions
1.	R12(1)	Présence pendant les heures de travail	8 tala	8 tala
2.	R13(1)	Présence en dehors des heures de travail a) Congés des douanes b) Autres jours Présence a) Heures normales b) En dehors des heures normales	8 tala par heure 8 tala par heure 6 tala par heure 8 tala par heure	10 tala par heure 10 tala par heure 8 tala par heure 10 tala par heure
3.	R13(2)	Minimum de perception entre 20 heures et 8 heures la semaine, et à toute heure le samedi, le dimanche et les jours chômés		3 heures au taux en vigueur
4.	R16(1)	Annulation d'entrée		10 tala
5.	R23A (R22(23))	Permis de ramassage		25 tala
6.	R30	Dédouanement d'effets personnels sans entrée		25 tala
7.	R33	Entrée à vue	10 tala	25 tala
8.	R36	Exemption d'entrée		25 tala
9.	R37	Certificat de dédouanement	5 tala	15 tala
10.	R41	Demande pour un magasin d'accastillage ou de matériel aéronautique		25 tala
11.	R47	Enlèvement temporaire de marchandises en entrepôt		25 tala
12.	R51	Demande de remise en entrepôt		25 tala
13.	R54	Acceptation temporaire d'une facture pro forma, d'une lettre télécopiée, etc.		15 tala
14.	R61	Demande de remboursement	6 tala par tranche de 500 tala	25 tala + 8 tala par tranche de 500 tala
15.	R62	Demande de remboursement pour défaut de fabrication	6 tala par tranche de 500 tala	25 tala + 8 tala par tranche de 500 tala
16.	R63	Demande de remboursement de marchandises endommagées, etc.	6 tala par tranche de 500 tala	25 tala + 8 tala par tranche de 500 tala
17.	R64	Demande de remboursement de marchandises ayant perdu de leur valeur	6 tala par tranche de 500 tala	25 tala + 8 tala par tranche de 500 tala
18.	R65	Demande de remboursement de marchandises détruites, pillées ou perdues	6 tala par tranche de 500 tala	25 tala + 8 tala par tranche ou partie de tranche de 500 tala
19.	R67	Demande de ristourne	6 tala par tranche de 500 tala	25 tala + 8 tala par tranche ou partie de tranche de 500 tala
20.	R68	Demande de ristourne dans des cas spéciaux	6 tala par tranche de 500 tala	25 tala + 8 tala par tranche ou partie de tranche de 500 tala
21.	R69	Dérogation en cas de non-conformité à certaines conditions		25 tala par demande
22.	R71	Demande de réimportation de marchandises exportées avec ristourne		25 tala par demande

N°	Texte de référence	Désignation	Précédentes redevances	Nouvelles redevances et impositions
23.	R76	Autorisation, employé d'un agent des douanes		25 tala par demande
24.	R87	Licence d'agent des douanes a) individuelle b) générale c) restreinte	100 tala 100 tala 100 tala	500 tala par an 500 tala par an 500 tala par an
25.	R85	Appel d'une décision du Contrôleur		100 tala par demande
26.	R88	Demande de transport sous douane		100 tala par demande
27.	R95	Dédouanement de colis postaux sans entrée		5 tala par PNCE
28.	S87	Licence d'entrepôt, droits annuels <u>Partie 1</u> Moins de 200 tonnes 200 – 300 tonnes 300 – 400 tonnes 400 – 500 tonnes 500 – 600 tonnes 600 – 700 tonnes 700 – 800 tonnes 800 – 900 tonnes 900 – 1 000 tonnes 1 000 tonnes et plus <u>Partie 2</u> Moins de 200 tonnes 200 – 300 tonnes 300 – 400 tonnes 400 – 500 tonnes 500 – 600 tonnes 600 – 700 tonnes 700 – 800 tonnes 800 – 900 tonnes 900 – 1 000 tonnes 1 000 tonnes et plus Note 1: Frais de service pour un responsable d'entrepôt (annuels)	150 tala 200 tala 250 tala 300 tala 350 tala 400 tala 450 tala 500 tala 550 tala 600 tala 60 tala 80 tala 100 tala 120 tala 140 tala 160 tala 180 tala 200 tala 220 tala 240 tala 900 tala	1 000 tala 1 250 tala 1 500 tala 1 750 tala 2 000 tala 2 250 tala 2 500 tala 2 750 tala 3 000 tala 3 250 tala 1 000 tala 1 250 tala 1 500 tala 1 750 tala 2 000 tala 2 250 tala 2 500 tala 2 750 tala 3 000 tala 3 250 tala 1 000 tala
29.		Report de droits a) Demande b) Pénalité pour retard de paiement c) Intérêt annuel	25 tala	25 tala par demande 6 tala par paiement 10 pour cent par an
30.		Demande d'importation temporaire		25 tala par demande
31.		Demande de concession tarifaire		25 tala par demande
32.		Demande d'avis tarifaire		25 tala par produit et par demande

N°	Texte de référence	Désignation	Précédentes redevances	Nouvelles redevances et impositions
33.		Copie d'un document officiel (à la demande de son propriétaire)		10 tala par opération (maximum de cinq pages)
34.		Demande d'accès à un port autre qu'un port d'entrée		100 tala par demande
35.	S29	Quai de mise en souffrance		100 tala par demande
36.	S33	Autorisation, conteneur des douanes		1 000 tala par demande
37.	S40	Demande de transbordement		25 tala par demande + sécurité
38.		Demande de certificat de débarquement		25 tala par demande
39.		Demande de remise anticipée de marchandises		25 tala
40.		Licence de boutique hors taxes		1 000 tala
41.		Surveillance d'une boutique hors taxes		Taux habituels ou 500 tala par an ou à l'initiative du Contrôleur
42.	S90	Transfert de licence d'entrepôt		200 tala par demande
43.	S94	Autorisation de transformation d'un entrepôt		200 tala par demande
44.	S100	Réemballage de marchandises en entrepôt		25 tala par demande
45.	S112	Demande de construction d'un entrepôt		25 tala par demande
46.	S132	Évaluation de marchandises pour le calcul des droits		25 tala par demande
47.		Demande d'exportation de marchandises à des fins de réparation et de restitution		25 tala par demande
48.	S158	Demande de remboursement des droits perçus sur des marchandises confisquées		25 tala par demande
49.		Mise en souffrance de bagages, remise d'un connaissance aérien (ou PNDE)		5 tala par demande
50.		Remise d'un objet par un courrier (après les heures normales de travail)		25 tala par demande
51.		Demande pour une zone sous douane		500 tala par an + sécurité et frais de service aux taux habituels, ou à l'initiative du Contrôleur
52.		Autorisation pour d'autres services		Taux fixé à l'initiative du Contrôleur

Liste des produits dont le prix est contrôlé

Désignation des produits

Numéro tarifaire

(Produits surgelés)

Dos de dinde	0207.2610
Pilons de poulet	0207.1310
Colliers d'agneau	0204.2200
Poitrines et flancs d'agneau	0204.2200
Ailes de dinde	0207.2620
Cuisses de poulet	0207.1310
Flancs seuls	0204.2200
Pieds de porc	0203.2910

(Autres)

Sucre (toutes les catégories)	1701.1100
Riz (toutes les marques)	1103.1400
Sel	2501.0010/2501.0090
Farine (toutes les marques)	1101.0090
Pommes de terre	0701.9000
Oignons	0703.1000
Poisson en conserve (toutes les marques)	1604.1200/1604.1500
dont le thon en boîte	1604.1400
Cigarettes et tabac importés	2402.2000 et 2403.1020
Corned beef importé	1602.5010
Pâté de campagne (camp pie) importé	1602.9090
Tous les types de nouilles (en bol, tasse, paquet)	1902.1920
Macaronis et vermicelles	1902.1910
Produits laitiers et lait concentré	0402.9910
Lait en poudre (SMA/Anchor)	0402.1010
Beurre et margarine	0405.1000 et 0405.9000
Bières importées	2203.0010 et 2203.1090
Huiles de friture et de table (toutes les catégories)	1517.9010 et 1517.9090
Sauce de soja (toutes les marques)	2103.1000
Produits de lessive et de toilette	3401.1100/3401.1900
Savons (toutes les marques)	3401.1100/3401.1900
Serpentins insecticides (toutes les marques)	3808.1010
Dentifrice (toutes les marques)	3306.1000

(Énergie locale)

GPL	2711.1200
-----	-----------

(Essence)

Sans plomb	2710.0010
Diesel	2710.0050

Liste des produits importés par l'État entre 2000 et 2003 avec leur code du SH

Codes du SH	Désignation
12099900	Semences d'arbres
21021020	Levures
27141000	Bitume (goudron)
27150000	Bitume (TEXU 3487798, PRSU 2160732)
28042900	Cases powergel 55 mm
28044000	Oxygène
28140000	Ammoniac
28340000	Nitrate d'ammonium en sacs
29140000	Peptone
29400000	Triple Sugar iron
30032000	Produits médicaux réfrigérés
30033100	Produits médicaux
30041000	Antibiotiques
30042000	Produits médicaux
30042000	Produits pharmaceutiques
30049000	Teinture pour radiographies (gram)
30049000	Cultures sanguines (oxid sigma)
30051000	Béquilles
30059090	Produits médicaux
30061000	Produits médicaux
30063000	Produits de laboratoire
32080010	Peintures
32129010	Peintures de marquage
32151900	Encre d'imprimerie
34029000	Produits de nettoyage
37019100	Pellicules couleur
37022000	Films
37079000	Toner
38081090	Poudre Bactrojel
38082000	Bactro mat
38112000	Bains
38170000	Diluants
38220000	Réactifs (chimiques) de laboratoire
39171000	Raccords de réduction en PVC
39190000	Rubans indicateurs de stérilisation
39239000	Boîtes de Pétri en plastique
39259000	Filtres en bande (ACE PVC)
39262000	Imperméables

Codes du SH	Désignation
39269000	Bandes API 20E en boîtes
40090090	Tuyaux avec flotteur
40101000	Courroies en V/Bandes transporteuses
40102000	Courroies en V
40119190	Pneus pour tracteur
40119900	Pneus
41110000	Sacoches
42021000	Mallettes
42029000	Porte-cartes
44130000	Blocs
44183000	Panneaux de toits préfabriqués
48020000	Papeterie (bons de commande)
48020000	Papeterie
48090000	Fournitures de bureau
48102000	Papier ammoniacal
48103000	Papier à dessin A4
48109000	Papeterie – Matériel de classement
48196000	Dossiers suspendus
48201000	Agendas 2002
48210000	Étiquettes Numerial G
49019100	Manuels scolaires
49019990	Manuels scolaires
49090090	Formes d'impression
49111010	Matériel de typographie
49111090	Livres
54049000	Têtes de vaporisateur à gâchette
61030000	Pantalons
61050000	Chemises
61172000	Cravates
61178000	Plastrons de commandant
62034000	Pantalons
62043000	Vestes pour homme
62050000	Chemises
62171000	Barrettes de grade
64022000	Tongs et sandales en plastique (kaydees)
64029000	Bottes
64041900	Bottes de sûreté
65030000	Chapeaux
69091000	Carreaux magnétiques de céramique vernissée
70109000	NS-Homorcio

Codes du SH	Désignation
73070000	Éléments pour cuves en acier
73090000	Chasses d'eau Mobil S/s Quick
73121000	Câbles en rouleau
73181500	Boulons
73182200	Buses et joints
76101090	Fenêtres Amplimesh
76169910	Valises en aluminium
82060000	Outils
83051000	Classeurs (open file G)
83100000	Étiquettes National Crest
83100000	Badges
84133000	Pompes à injection
84133000	Pompes hydrauliques
84135090	Pompes
84141000	Pompes à vide
84144000	Compresseurs
84158000	Systèmes de refroidissement
84213900	Filtres à air
84242010	Vaporisateurs
84331000	Tondeuses à gazon
84336000	Accessoires
84379000	Loupes repliables
84425000	Imprimantes Laserjet 1200
84512900	Séchoirs (drier core)
84690020	Imprimantes
84711000	Produits médicaux
84713000	Matériel informatique
84714100	Série IOS IP
84714900	Systèmes PC
84715000	Émetteurs récepteurs transistorisés (10 Base-T)
84715000	Moniteurs informatiques
84716000	Écrans (appareils d'entrée et de sortie ADP)
84716000	Imprimantes
84717000	Matériel informatique
84718000	Scanners
84719000	Blocs d'alimentation d'ordinateur UPS
84733000	Accessoires d'ordinateur
84789000	Équipements d'élague
84810080	Valves
84839000	Crucht tip large tan

Codes du SH	Désignation
85010019	Génératrices
85030000	Coolaroo premium
85044000	Blocs d'alimentation
85060010	Batteries
85081000	Tableaux électriques
85114000	Moteurs auxiliaires de démarrage
85171900	Reportophone
85183000	Casques d'écoute
85199000	Équipements électroniques
85199000	Consoles de mixage audio
85231020	Dévideuses de bande
85271090	Systèmes de radiodiffusion
85279000	Amplificateurs
85291000	Antennes à batterie
85352900	Broches de branchement (Plug top exde pin)
85352900	Disjoncteurs
85354000	Appareils d'éclairage
85363000	Douilles
85365000	Boîtiers
85369000	Prises de terre
85371000	Tableaux de relais électrique
85372000	Panneaux de branchement (pièces électroniques)
85389000	Boîtes de dérivation
85392000	Projecteurs d'éclairage
85392000	Lampes grossissantes (manifier illuminated maggy lamp)
85442000	Câbles avec couronne (gland cable)
85447000	Câbles
87080000	Moteurs Diesel (camions pour le goudron)
90020000	Lentilles
90060010	Appareils photo
90104000	Films d'acétate
90189000	Produits médicaux
90191000	Trousses d'examen
90230000	Platines CD
90230000	Écorchés
90312000	Matériel de contrôle de la motilité
90313000	Projecteurs audiovisuels
92071000	Articles réparés (repaired)
94031000	Rayonnages
94031000	Chariots de nettoyage (Janitor)

Codes du SH	Désignation
94037010	Cadre pour compartiment de rangement (Stowmate Unit frame)
94054000	Tringles d'appareils d'éclairage (light fitting bare batten)
94054000	Porte-ampoule
95030000	Matériel pédagogique
95049000	Articles pour le cricket
95059000	Matériel pédagogique tel que trousses, etc.
96039000	Pinceaux
90190200	Réfractomètres à main

Codes du SH	Pour l'agrandissement du quai
72160000	Poutres en L de grande largeur LT-4168
73010000	Conduites en acier LT4169
73010000	Tôles d'acier LT4171
89040000	Vedette "Urahkaze" n° 3ESDG
